

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 452 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 452
Janv.-Févr.-Mars -2000
37^e année

DANS CE NUMERO

-La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (Fin)
-35h: témoignage d'un travailleur intérimaire
-Correspondance: Le capitalisme asphyxie la santé
-Nouvelles des luttes ouvrières: Inde

Coup d'Etat en Côte d'Ivoire

Le 24 décembre dernier, le président de la Côte d'Ivoire, Henri Konan Bédié, était renversé par un coup d'Etat - le premier dans ce pays dont les impérialistes louaient jusqu'ici la «stabilité», notamment sous l'interminable règne d'Houphouët Boigny - à l'issue d'une mutinerie des soldats réclamant le paiement de leur solde.

Peuplé de plus de 15 millions d'habitants, premier producteur et premier exportateur mondial de cacao (43 % de la production mondiale), gros exportateur de café, de bois tropicaux, bananes et autres produits agricoles, la Côte d'Ivoire est en général décrite comme le pays le plus prospère et le plus prometteur des anciennes colonies françaises d'Afrique noire. En dépit de l'indépendance, l'impérialisme français y a maintenu, comme dans les autres pays de la zone franc, une influence de premier plan: les investissements français constitueraient le tiers des investissements privés du pays, et la moitié des investissements étrangers; la France fournit 41,1 % des importations ivoiriennes, très loin devant ses concurrents (Italie: 7,5%, Chine: 6,9%, Etats-Unis: 6,8%, Allemagne: 5,7%, etc.) (1); des milliers de français sont présents pratiquement à tous les niveaux de la vie économique et des centaines de militaires y stationnent en permanence. La Côte d'Ivoire est l'un des plus gros destinataires de l'«aide» française aux pays en développement (le deuxième après l'Egypte selon les derniers chiffres publiés), c'est-à-dire des flux de capitaux accordés par l'impérialisme pour consolider ou accroître sa présence économique et politique. Rien de ce qui se passe d'important en Côte d'Ivoire ne laisse donc l'impérialisme français indifférent. Il a livré d'importantes batailles commerciales pour tenir à l'écart les impérialismes concurrents; c'est ainsi que depuis le milieu des années 80 il a réussi par deux fois à faire échec aux tentatives de la multinationale américaine Cargill de mettre la main sur le cacao ivoirien. Cependant dans la période récente les intérêts non français se sont renforcés sensiblement, notamment dans le cacao avec l'implantation de Cargill, de la première société mondiale de négoce du cacao, l'américaine Archer Daniel Midlands (ADM) et de l'hispano-brésilienne Esteve (deuxième mondiale), etc. Mais l'automne dernier un responsable de l'Ambassade de France, après avoir décrit cette «montée des investissements étrangers», pouvait écrire, avec un optimisme prudent, que si, à la différence des entreprises françaises de tailles très diverses et présentes dans les secteurs les plus variés (reflet de l'héritage colonial,

(Suite en page 6)

Contre la guerre de rapine impérialiste en Tchétchénie: Les prolétaires russes doivent rompre avec leur bourgeoisie en luttant contre la guerre à partir de la lutte quotidienne dans les usines, les villes et les campagnes

Le grand malade, l'ours russe estropié, a sorti les griffes: depuis août 99 il mène une guerre interminable contre la guérilla islamique au Daghestan, puis en Tchétchénie.

Encerclé de tous côtés par les puissances impérialistes concurrentes, et tout particulièrement par les Etats-Unis qui ont ouvert de larges brèches dans les défenses russes grâce à l'OTAN (dont la «protection» s'étend jusqu'à l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldavie, donc jusqu'au Caucase méridional), la Russie risque de perdre tout contrôle sur les territoires gorgés de pétrole qui entourent la Mer Caspienne. Le pétrole est toujours la matière première la plus importante pour l'économie capitaliste, en temps de paix comme en temps de guerre, et il n'est donc pas étonnant qu'aux quatre coins du monde les puissances capitalistes se lancent dans toutes sortes de conflits, économiques ou militaires (sans même parler de la lointaine prévision d'une troisième guerre mondiale), pour s'en emparer.

La guerre déclenchée par la Russie en

Tchétchénie répond avant tout à la nécessité vitale pour l'impérialisme russe de défendre bec et ongles (c'est le cas de le dire en raison de la résistance acharnée des Tchétchéniens) sa domination sur des zones économiques de première importance: leur perte provoquerait un nouvel affaiblissement du pays et rendrait plus puissants les adversaires qui s'en empareraient. Dans la concurrence que se livrent constamment les impérialismes, personne ne concède facilement et pacifiquement sa défaite.

En outre la Russie d'Eltsine, de Poutine ou de quiconque remplacera ce dernier, n'abandonnera jamais l'objectif commun à tous les pays bourgeois: développer le plus possible le capitalisme national afin d'assurer la production de masses toujours plus considérables de profit et défendre son espace vital par tous les moyens possibles. Peu importe si le capitalisme national est géré par un gouvernement ouvertement dictatorial ou par un gouvernement démocratique, peu importe si ce gouvernement est monarchi-

que, républicain ou militaire: la forme du gouvernement est déterminée non seulement par l'histoire du pays mais aussi par les exigences de développement et de défense sur le marché international du capitalisme national.

Enfin, comme la situation économique générale en Russie est particulièrement critique pour les grandes masses non seulement prolétariennes et paysannes mais aussi petites bourgeoises, la classe dominante avait et a besoin de canaliser le mécontentement des masses et leur colère vers des objectifs facilement identifiables: la guerre contre le «terrorisme islamique» et ses organisateurs est le résultat de cette politique, d'autant plus efficace qu'elle s'accompagne de doses massives de chauvinisme grand-russe. Le nationalisme en sort renforcé, même si la guerre en Tchétchénie, au lieu de quelques semaines, risque de durer de nombreuses années.

Ce sont donc des raisons économiques

(Suite en page 2)

L'Economie mondiale sous un volcan (Fin)

Dans le chapitre précédent de cet article nous avons indiqué que la tendance à la concentration économique, typique du mode de production capitaliste, était toujours en vigueur et qu'elle connaissait même une accélération dans la dernière période, sous le fouet de la guerre économique exacerbée que se livrent les capitalistes; et, sans avoir lu ces lignes de Marx, tout prolétaire sait aujourd'hui que «cette guerre a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées

ABÎME SOCIAL ENTRE BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

Ce processus de concentration économique qui débouche sur la constitution d'entreprises géantes n'est qu'une manifestation de la division sans cesse croissante de la société en deux pôles opposés: d'un côté concentration des richesses entre les mains d'une fraction toujours plus réduite de la population, tandis que de l'autre côté, une masse toujours plus grande de la population est constituée de sans-réserves, de prolétaires, qui ne peuvent compter sur rien d'autre que la vente de leur force de travail pour vivre ou survivre.

Si nous prenons l'exemple de la première puissance capitaliste du monde, les Etats-Unis, nous constatons la réalité de cette polarisation sociale.

Une étude rendue publique au début de l'an 2000 examine l'évolution des revenus au cours des vingt dernières années (2). Selon ses conclusions, ce n'est qu'au cours des deux dernières années que les salaires réels n'ont augmenté pour la plupart des travailleurs, alors que pratiquement depuis le début des années 90 les Etats-Unis vivent

par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière. Les généraux, les capitalistes, rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats de l'industrie» (1): pas une annonce de concentration d'entreprises, ni de bilan d'une grande société, qui ne soit accompagnés de l'annonce de milliers de suppressions d'emploi. Les exemples les plus récents sont trop nombreux pour que nous en dressions la liste.

leur plus longue période d'expansion économique; ces augmentations ont été bien évidemment insuffisantes pour compenser les pertes antérieures de salaire. Pendant la période qui va de la fin des années 70 à la fin des années 90, le revenu des familles appartenant aux catégories les plus pauvres a diminué en moyenne de 6 %, tandis que le revenu des familles appartenant aux catégories les plus riches augmentait en moyenne de 30 %. A la fin des années 90 les familles faisant partie des 20 % les plus riches avaient un revenu annuel moyen de 137 000 dollars (presque 70.000 F par mois), dix fois plus élevé que les familles faisant partie des 20 % les plus pauvres, dont le revenu annuel moyen était de 13 000 dollars (environ 6500 F par mois). Et le fossé est beaucoup plus profond dans la gigantesque métropole de New-York, véritable poumon économique du pays. En effet, les 5 % les plus fortunées des familles ont vu leur revenu annuel augmenter en moyenne de plus d'un million de francs en vingt ans, tandis que pendant la même période les 20 % les plus pauvres des familles ont connu une baisse de près de 18 000 francs de leur revenu annuel.

Bref: les pauvres se sont appauvris, les

riches se sont enrichis.

En comparant ces chiffres cités avec ceux d'une autre étude, publiée en août 1999 (3), nous pouvons conclure qu'au sein des 20 % les plus riches de la population américaine, l'écart de revenu entre les catégories les plus basses et celles qui font partie de la grande bourgeoisie est au moins aussi grand que celui existant entre la moyenne des revenus de ce groupe et celui des familles de prolétaires: cela signifie que l'inégalité sociale au sein de la nation capitaliste dominante est beaucoup plus tranchée que ne le laisse apparaître l'analyse par tranche de 20 % de la population, et la propagande bourgeoise habituelle, y compris celle qui prétend se soucier du sort des «défavorisés».

Cette dernière étude montre que ce n'est plus un fossé mais un véritable «abîme», sans cesse plus profond, qui sépare les prolétaires des patrons. En effet l'écart de salaire entre un ouvrier d'usine payé au salaire minimum et les hauts dirigeants d'entreprises, allait de 1 à 42 en 1980 (les revenus des dirigeants des plus grandes entreprises étaient en moyenne 42 fois plus élevés que le salaire

(Suite en page 4)

**Contre la guerre de rapine impérialiste en Tchétchénie:
Les prolétaires russes doivent rompre avec leur bourgeoisie en
luttant contre la guerre à partir de la lutte quotidienne dans les
usines, les villes et les campagnes**

(Suite de la page 1)

profondes qui sont à la base de la guerre en Tchétchénie: «Si la guerre de Tchétchénie n'existait pas, il faudrait l'inventer. - affirme un économiste russe(1) - LE conflit est un grand bien parce qu'il est en train d'assainir la balance des paiements dans les secteurs industriels les plus modernes. La guerre stimule les secteurs productifs nationaux».

Des raisons politiques internes, que ce soit par rapport aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises écrasées par une crise économique qui dure depuis dix ans et potentiellement révoltées par une corruption et une délinquance généralisées, ou par rapport à la concurrence politique des divers partis: la guerre a permis au parti du président (obséquieusement appelé «Unité») de remporter un succès électoral à la Douma (le parlement), d'installer en douceur le remplaçant d'Eltsine et de créer les conditions de sa victoire aux élections présidentielles derrière le drapeau de l'union nationale.

Et enfin des raisons de politique impérialiste: Moscou ne peut céder outre mesure face aux pressions et aux appétits des adversaires de Washington, de Berlin, Londres, Rome ou Paris, sans perdre toute possibilité de continuer à être considérée par les impérialismes du G7 (groupe des 7 pays les plus riches du monde) comme une puissance avec qui il est nécessaire de compter pour le partage et repartage des zones d'influence. C'est pour les mêmes raisons que Moscou doit intimider les Républiques qui font partie de la Fédération de Russie (de même que les Etats indépendants nés sur les cendres de l'URSS) par la démonstration de sa force militaire afin de les dissuader de toute idée d'échapper à la domination du Kremlin. Ce n'est d'ailleurs pas là une simple menace, mais déjà une réalité: en même temps qu'elle déclenchait la guerre en Tchétchénie, Moscou envoyait des troupes en Abkhazie (province séparatiste de la Géorgie qui cherche la protection russe), en Tcherkésie, en Ossétie et au Daghestan (2).

Qu'il s'agisse d'une guerre sanglante, les images ou les reportages qui paraissent dans la presse occidentale sont là pour le démontrer. Il ne s'agit pas de la guerre «propre» que la propagande nous dépeignait lors des bombardements du Kosovo (avant que se multiplient les témoignages sur la précision aléatoire des bombardements ou la pollution radio-active des régions bombardées); il s'agit de la guerre bourgeoise moderne selon ses méthodes classiques, où avant d'occuper un territoire on fait table rase et où on n'a pas le problème de que faire des prisonniers, puisque parmi tant de civils massacrés, il y aura bien quelques combattants ennemis!

Il ne semble pas qu'il y ait en Russie des manifestations prolétariennes contre la guerre et nous ne savons pas si en Tchétchénie il y a eu des mouvements à caractère prolétarien contre les guérilleros islamiste et contre l'invasion russe. Dans une situation de nationalisme exacerbé, en absence de lutte de classe et d'organisations classistes prolétariennes en Russie et dans les Républiques qui en font partie, il est difficile d'imaginer que des secteurs prolétariens aient pu s'opposer à la guerre. L'opposition de classe aux guerres impérialistes ne naît pas du jour au lendemain, sous l'effet d'un mot d'ordre d'agitation bien trouvé. Elle ne peut naître que de la reprise de la lutte de classe immédiate, c'est-à-dire à partir sur le terrain de la défense des conditions de vie et de travail, et de l'organisation classiste de cette défense.

La solidarité prolétarienne entre prolétaires russes et prolétaires caucasiens ne peut se baser que sur la rupture du prolétariat russe (appartenant à la nation oppresseuse) avec sa bourgeoisie: rupture de la paix sociale, rupture avec la collaboration des classes, rupture avec les liens qui rattachent les prolétaires à leurs exploiters capitalistes, que

ces liens soient politiques, institutionnels, associatifs, idéologiques (racistes, nationalistes, religieux). Ce n'est que devant la rupture la plus nette des prolétaires russes avec leur bourgeoisie et ses objectifs, que les prolétaires des pays du Caucase pourront croire à leur solidarité et suivre leur exemple, en rompant eux aussi les liens nationalistes qui les relient à leurs bourgeoisies respectives.

**AUTODÉTERMINATION DES
PEUPLES?**

Face à cette guerre, certains ont fait de la revendication de l'autodétermination des peuples la réponse révolutionnaire à l'oppression militaire russe en Tchétchénie. La question est en réalité plus complexe. Le problème n'est pas de trouver, ici en Europe, à une table de travail ou devant un ordinateur, le mot d'ordre juste que les prolétaires russes et tchéchènes doivent faire leur. Il s'agit au contraire de se rattacher à une **analyse historique** et aux **positions fondamentales du marxisme** qui ne peuvent jamais se réduire à une simple revendication, surtout immédiate.

80 ans après la révolution bolchévique, 70 ans après le développement capitaliste des Républiques de l'ex-Union Soviétique, il est hors de doute que n'est plus à l'ordre du jour en Tchétchénie, en Géorgie, en Azerbaïdjan ou ailleurs, la réalisation de la révolution démocratique bourgeoise. Cette révolution, grâce à la victoire de la révolution prolétarienne en 1917 qui en assumait les tâches économiques (développement, contrôlé dans les premières années, de l'économie capitaliste dans l'industrie et l'agriculture) et politiques (autodétermination, république, etc.), a été accomplie. Malheureusement pour le prolétariat européen comme pour le prolétariat russe, caucasien, etc., elle n'a pas été suivie par la révolution communiste en Europe; et, isolées, les forces prolétariennes qui avaient conquis le pouvoir en Russie, succombèrent et laissèrent une nouvelle bourgeoisie russe, caucasienne, etc., reprendre le contrôle de la société. Et ainsi, au lieu d'aller vers la fusion libre et volontaire des nations comme le dicte le programme de la dictature prolétarienne, le prolétariat retomba sous la coupe du nationalisme bourgeois des nations dominantes et des nations dominées.

La question centrale n'est donc pas l'autodétermination de la Tchétchénie, mais l'existence ou non de forces révolutionnaires en Russie et en Tchétchénie sur des positions marxistes, qui défendent et représentent donc l'internationalisme prolétarien. Le principe fondamental pour les communistes en effet n'est pas l'autodétermination des peuples, mais l'internationalisme prolétarien; c'est dans cette optique que Lénine mena sa longue bataille, y compris parmi les révolutionnaires, sur la question de l'autodétermination (3).

L'objectif des communistes est de surmonter l'obstacle que le nationalisme bourgeois constitue à l'union des prolétaires des diverses nations. Et puisqu'ils luttent contre toutes les formes d'oppression, les communistes luttent aussi contre l'oppression d'un peuple par rapport à un autre peuple.

Mais la lutte contre l'oppression nationale peut être une lutte bourgeoise ou une lutte prolétarienne. C'est une lutte bourgeoise quand elle soumet le prolétariat au nationalisme de sa propre bourgeoisie, elle est prolétarienne quand elle combat tous les nationalismes. Lénine affirmait que la politique des communistes dans la question nationale comporte deux façons de s'adresser aux prolétaires impliqués: l'une vers les prolétaires de nation dominante, l'autre vers les prolétaires de la nation dominée, toutes deux confluant dans l'internationalisme prolétarien. La réponse prolétarienne n'est donc pas

unique et elle se limite encore moins à une revendication démocratique bourgeoise.

Par rapport à l'exemple concret de la Pologne, alors opprimée par la Russie et l'Allemagne, Lénine explique: «La propagande des internationalistes ne saurait être identique parmi les Russes et parmi les Polonais, si elle entend éduquer les uns et les autres en vue d'une "action unie". L'ouvrier grand-russe (et allemand) est tenu d'être inconditionnellement pour la liberté de séparation de la Pologne, car autrement il est en fait, à présent, un laquais de Nicolas II ou de Hindenburg. L'ouvrier polonais ne pourrait être pour la séparation que conditionnellement, car spéculer (...) sur la victoire de telle ou telle bourgeoisie impérialiste signifie devenir son laquais» (4). La condition est de ne pas se ranger derrière l'un des camps impérialistes, tout en menant une action anticapitaliste contre sa propre bourgeoisie, pourtant opprimée par une bourgeoisie d'une nation dominante.

Lénine affirme en outre qu'il s'agit de reconnaître le droit à la séparation et non la séparation en elle-même: «Si nous revendiquons la liberté de séparation pour les Mongols, les Persans, les Egyptiens et pour toutes les nations opprimées et lésées dans leurs droits sans exception, ce n'est nullement parce que nous sommes pour leur séparation, mais seulement parce que nous sommes pour le rapprochement et la fusion libres, de plein gré, et non sous la contrainte. Uniquement pour cela» (5).

C'est l'unité et la fusion des prolétaires des diverses nationalités, et la victoire de la révolution prolétarienne, qui pourra faire arriver les nations à leur unité et leur fusion volontaire, non forcée. Sur la voie de l'unité entre les prolétaires du monde se trouvent les barrières dressées par le nationalisme et la concurrence économique provoquée par le système bourgeois qui dresse les prolétaires les uns contre les autres. La tâche des communistes est donc de combattre ces barrières, d'éduquer les prolétaires à la solidarité de classe, à l'internationalisme, et au premier chef les prolétaires des nations les plus puissantes qui dominent d'autres nations.

Pour ne pas être des chauvins, des laquais des grands capitalistes russes dans cette énième guerre de rapine, les prolétaires russes n'ont d'autre solution que de retrouver leur formidable tradition de classe: rompre avec leur bourgeoisie et le nationalisme russe, rompre avec le collaborationnisme interclassiste et la paix sociale. C'est durant la paix bourgeoise que la classe dominante prépare ses guerres; dans les deux situations les intérêts en jeu sont exclusivement bourgeois. Les prolétaires russes ont derrière eux un histoire de luttes et de révolutions qu'aucun autre prolétariat au monde ne possède. De même que Lénine et les bolchéviks s'étaient tournés vers les sources du marxisme en Europe, de même les prolétaires de l'Occident impérialiste se tournèrent vers la révolution prolétarienne victorieuse en Russie. Mais le virus mortel de la démocratie et du nationalisme abattit le prolétariat occidental, et par voie de conséquence il abattit aussi le valeureux prolétariat russe.

La lutte contre la démocratie bourgeoise - forme la plus pernicieuse de la domination bourgeoise car fondée sur la collaboration de classe -, contre le nationalisme - expression achevée de cette collaboration de classes - est une lutte commune aux prolétaires de tous les pays; mais qui sait si encore une fois l'étincelle de la révolution mondiale ne s'allumera pas à l'Est, si le prolétariat de Russie, le maillon faible du front impérialiste mondial, ne pourra pas donner le «la» de la reprise générale de la lutte de classe révolutionnaire?

(1) cf «L'Unité», 13/12/99

(2) cf «Libération», cité par «L'Internationale» n° 314, 17-27/12/1999

(3) Voir par exemple «La question de l'autodétermination dans les Balkans» sur «Le Prolétaire» n° 449.

(4) cf Lénine, «Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste» (août-octobre 1918), Oeuvres, Tome 23, p. 61.

(5) Ibid., p. 73.

**Qu'est-ce que le
Parti Communiste International?**

Cette nouvelle brochure de 108 pages en russe contient les articles suivants:

- *Qu'est-ce que le Parti Communiste International?*
- *Révolution et contre-révolution en Russie.*
- *Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré.*
- *Programme du Parti Communiste International*

Réalisée grâce à l'aide militante de lecteurs russes, cette brochure, comme celles qui suivront, a pour but de faire connaître aux militants d'avant-garde en Russie les thèses fondamentales de notre courant, et, par conséquent, de contribuer à la reconstitution du mouvement communiste authentique dans le pays de la révolution d'octobre. Objectif rien moins que proche, mais qui nécessite la compréhension correcte de la nature de la révolution, de la contre-révolution en Russie et de l'Etat qui s'y édifié. Contrairement à ce qui pourrait sembler, la fin officielle du mensonge du socialisme soviétique n'a pas rendu caduc le travail d'élucidation et d'analyse marxiste des événements gigantesques qui se sont déroulés en Russie, travail qui a nécessité et qui s'est accompagné de la restauration des

positions marxistes véritables; aujourd'hui comme hier il constitue un acquis qui reste fondamental pour rompre avec la contre-révolution et aller vers la constitution du futur parti international de la révolution communiste.

Et ceci est particulièrement vrai dans la Russie actuelle où toute la gamme des néostalinismes se présentent comme les seuls défenseurs des ouvriers, les seuls opposants au régime et les seuls héritiers de la révolution d'octobre.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

**Le Proletaire Programme Communiste
Il Comunista El Programa Comunista**

**ЧТО ТАКОЕ
ИНТЕРНАЦИОНАЛЬНАЯ
КОММУНИСТИЧЕСКАЯ
ПАРТИЯ**

La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (Fin)

Nous publions ci-dessous la fin de l'extrait de notre texte «Force, violence, dictature dans la lutte de classe» dont nous avons publié la première partie dans le n° précédent du «Prolétaire». Cet extrait réfute la position classique du démocratisme petit-bourgeois pour qui la cause de la dégénérescence du pouvoir prolétarien en Russie est à chercher dans un poids trop grand donné au rôle du parti, dans une insuffisance de la démocratie en son sein, dans un utilisation excessive des méthodes dictatoriales, dans une sous-estimation de la place et de la fonction des organisations de masse de la classe ouvrière: en réalité il s'appuie sur la victoire de la contre-révolution pour combattre les armes et les méthodes indispensables à la victoire de la révolution prolétarienne.

Il n'est que trop bien établi que le parti de classe, avant et après la prise du pouvoir est susceptible de voir dégénérer sa fonction d'instrument révolutionnaire. Il faut rechercher les causes de ce grave problème de pathologie sociale ainsi que les remèdes aptes à le combattre. Mais il résulte de ce qui précède que dans ce domaine nous n'accordons aucun crédit à cette ressource qui consiste à chercher une garantie et un contrôle de l'orientation du parti dans des consultations de type électoral soit parmi l'ensemble des militants du parti lui-même, soit dans le cercle plus large des ouvriers appartenant aux organisations économiques des syndicats, à des organismes d'usine ou même des organes de type politique représentatifs, tels que les soviets ou conseils ouvriers.

Pratiquement, l'histoire du mouvement démontre qu'une telle solution n'a jamais conduit à rien de bon, qu'elle n'a pas conjuré les désastreuses victoires de l'opportunisme. Dans tous les conflits de tendance dont les partis socialistes traditionnels furent le théâtre avant la guerre de 1914-18, les révisionnistes de la droite argumentèrent toujours contre les marxistes radicaux de gauche en prétendant avoir des contacts avec des masses plus larges d'ouvriers que les cercles réduits de la direction du parti.

En fait l'opportunisme s'appuyait surtout sur les chefs parlementaires qui transgressaient les directives politiques du parti et revendiquaient leur autonomie pour pouvoir collaborer avec les partis bourgeois sous le prétexte qu'ils avaient été désignés par tous les électeurs prolétariens, beaucoup plus nombreux que les ouvriers inscrits au parti et qui en élaient la direction politique. De même, les chefs syndicaux qui sur le plan économique, pratiquaient la même collaboration de classe que les parlementaires sur le plan politique, se montraient récalcitrants à la discipline du parti, sous le prétexte qu'ils représentaient tous les travailleurs économiquement organisés et bien plus nombreux que les militants du parti. Les uns et les autres, parlementaires possibilistes et bonzes syndicaux n'hésitèrent pas, alors qu'ils couraient à l'alliance avec le capitalisme, laquelle culmina dans leur adhésion à la guerre, à déconsidérer, au nom de leur ouvriérisme ou labourisme de façade, les groupes non prolétariens qui menaient une saine politique de classe au sein du parti en les traitant d'intellectuels.

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Mais il est encore une autre preuve du fait que le recours à une représentation directe du travailleur pur et simple ne conduit pas à des solutions de gauche et à la préservation de l'orientation révolutionnaire: c'est l'histoire de l'école du syndicalisme sorélien qui, un moment, parut à certains constituer le vrai contre-poids de la dégénérescence des partis social-démocrates lancés sur la voie de la renonciation à l'action directe, à la violence de classe. Les groupes marxistes qui ensuite confluent dans la III^{ème} Internationale reconstruite par Lénine critiquèrent justement et condamnèrent cette orientation en apparence extrémiste, l'accusant d'abandonner le critère unitaire de classe capable de dépasser l'étroitesse des catégories isolées et des conflits limités à des revendications

économiques, ce qui, malgré l'emploi de moyens physiquement violents de lutte, conduisait à renier la position révolutionnaire marxiste pour laquelle toute lutte de classe est politique et a pour organe indispensable le parti.

La justesse de la polémique théorique fut confirmée par le fait que le syndicalisme révolutionnaire lui-même fit naufrage dans la crise de guerre et passa dans les rangs du social-patriotisme des différents pays.

Mais, à celle-ci s'ajoute, pour la question dont nous nous occupons, l'expérience à tirer de l'action du parti au lendemain de la victoire révolutionnaire: ce sont les faits les plus saillants de la révolution russe qui nous apporteront ici le plus de lumière.

Nous contestons la position selon laquelle la désastreuse dégénérescence de la politique révolutionnaire léniniste jusqu'au stalinisme actuel aurait son origine dans la prééminence excessive du parti et de son comité central sur les autres associations ouvrières de classe. Nous contestons cette position illusoire selon laquelle tout le processus de dégénérescence aurait pu être évité aux débuts si l'on avait consulté par élections les différentes bases pour la désignation des directions ou pour décider des tourments importants de la politique du régime prolétarien. On ne peut affronter ce problème sans le relier au préalable à la fonction économique-sociale des différents organismes dans le processus de destruction de l'économie traditionnelle et de construction de la nouvelle.

LES LIMITES DU SYNDICAT

Les syndicats constituent sans aucun doute et ont constitué pendant une longue période un terrain fondamental de lutte pour le développement des énergies révolutionnaires du prolétariat. Mais cela n'a été possible avec succès que lorsque le parti de classe a sérieusement travaillé en leur sein pour déplacer le point d'application de leur effort des petits objectifs contingents au but général de classe.

Le syndicat de catégorie, même évoluant vers le syndicat d'industrie, trouve des limites dans la mesure où peuvent exister des différences d'intérêts entre les diverses professions ou regroupements des travailleurs. Et ces limites s'accroissent à mesure que la société et l'Etat capitalistes parcourent les trois phases successives du capitalisme, passant de l'interdiction de l'association professionnelle et de la grève à la tolérance des organisations syndicales autonomes et finalement à leur conquête et leur emprisonnement dans le système bourgeois.

Mais même en régime de dictature prolétarienne, on ne peut pas davantage considérer le syndicat comme un organe représentant de façon primordiale et définitive les intérêts des travailleurs. Même dans cette phase sociale peuvent subsister des conflits d'intérêts entre les diverses professions de la classe laborieuse. Mais le point fondamental est que les travailleurs n'ont de raisons de se servir du syndicat que tant que le pouvoir ouvrier est contraint de tolérer à titre temporaire et dans certains secteurs la présence des donneurs de travail; au fur et à mesure qu'avec la progression du socialisme ceux-ci disparaissent, l'action du syndicat se vide de son contenu. Nous ne concevons pas le socialis-

me comme la substitution de l'Etat patron au patron privé; même si dans une phase de transition le rapport devait être celui-là, on ne pourrait pourtant pas admettre par principe que, dans l'intérêt suprême de la politique révolutionnaire, les travailleurs syndiqués doivent toujours l'emporter dans leur pression économique sur l'Etat donneur de travail.

Sans aller plus loin dans cette importante analyse, nous croyons avoir expliqué pourquoi nous, communistes de gauche, nous n'admettons pas que la masse syndiquée puisse être amenée à influencer sur la politique révolutionnaire sur la base de sa consultation majoritaire.

LES CONSEILS D'USINE

Passons maintenant aux conseils de fabrique ou d'usine. Nous rappelons que cette forme d'organisation économique, considérée dans un premier temps comme beaucoup plus radicale que le syndicat, voit constamment démenties ses prétentions de dynamisme révolutionnaire, puisqu'elle est désormais acceptée communément par tous les courants politiques, y compris le courant fasciste. La conception qui voyait dans le conseil d'usine un organe participant d'abord au contrôle, puis à la gestion de la production, pour enfin conquérir celle-ci en totalité, usine par usine, s'est révélée comme ouvertement collaborationniste, comme une nouvelle voie, tout aussi efficace que celle du vieux syndicalisme, pour empêcher la canalisation des masses vers la grande lutte unitaire pour le pouvoir. La polémique relative à cette question eut un grand écho dans les jeunes partis communistes lorsque les bolchéviks russes furent contraints de prendre des mesures essentielles et parfois draconiennes pour lutter contre la tendance des ouvriers à rendre autonome la gestion technique et économique de l'usine dans laquelle ils travaillaient; chose qui, non seulement empêchait l'établissement d'un véritable plan socialiste, mais menaçait gravement l'efficacité de l'appareil productif, chose sur laquelle les contre-révolutionnaires tentaient de spéculer. En fait, plus encore que le syndicat, le conseil d'usine peut agir comme représentant d'intérêts très restreints et susceptibles d'entrer en contradiction avec les intérêts généraux de classe.

Mais par ailleurs le conseil d'entreprise n'est pas non plus un organe fondamental et définitif du régime prolétarien. Quand une économie vraiment communiste aura été établie dans des secteurs donnés de la production et de la circulation, c'est-à-dire quand on aura dépassé de loin la simple expulsion du patron hors de l'industrie et l'administration de l'entreprise par l'Etat, ce sera justement le type d'économie par entreprises qui devra disparaître. Un fois dépassé l'aspect mercantile de la production, l'établissement local ne sera plus qu'un noeud technique du grand réseau dirigé rationnellement et avec des solutions unitaires; l'entreprise n'aura plus de bilans d'entrées et de sorties, et ne sera donc plus une entreprise, puisque dans le même temps le producteur cessera d'être un salarié.

Le conseil d'entreprise a donc, comme le syndicat, des limites naturelles de fonctionnement, qui l'empêchent d'être jusqu'au bout le véritable creuset de la préparation de classe qui rend les prolétaires prêts et capables de lutter jusqu'à ce qu'à l'obtention de leurs buts finaux. Pour cette raison, ces organismes économiques ne peuvent pas être une instance d'appel pour vérifier si le parti qui détient le pouvoir d'Etat a plus ou moins dévié de la ligne historique fondamentale.

LES CONSEILS OUVRIERS (SOVIETS)

Il reste à examiner le nouvel organisme révélé par la révolution d'Octobre: les conseils d'ouvriers, de paysans et au début aussi de soldats.

Certains affirment qu'ils représentent un nouveau type constitutionnel prolétarien s'opposant au type traditionnel des pouvoirs

bourgeois. Le réseau des conseils, partant du dernier village pour arriver, par des couches horizontales successives, au sommet de la direction étatique, se caractérise par le fait que tout membre des vieilles classes possédantes en est exclu; ils sont donc la manifestation organisée de la dictature prolétarienne; par ailleurs ils ont cette autre caractéristique de réunir dans leurs mains tous les pouvoirs représentatif, exécutif et aussi, en théorie, judiciaire. Il s'agirait donc d'un parfait engrenage de démocratie, interne de la classe ouvrière, dont la découverte éclipserait les parlements traditionnels du libéralisme bourgeois.

Mais depuis que le socialisme est sorti de sa phase utopiste, tout marxiste sait que ce n'est pas l'invention d'une formule constitutionnelle qui peut suffire à distinguer les grands types sociaux et les grandes époques historiques. Les structures constitutionnelles sont des reflets transitoires de rapports de force et ils ne dérivent pas de principes universels auxquels on pourrait faire remonter un mode immanent d'organisation étatique.

Les conseils sont effectivement à la base des organes de classe et non pas, comme on l'a cru, des combinaisons de représentations corporatives ou professionnelles; donc ils ne présentent pas les limitations qui affectent les organisations purement économiques. L'importance de ces conseils réside pour nous avant tout dans le fait qu'ils sont des organes de lutte et c'est en nous reportant à l'histoire de leur développement réel, et non à des modèles fixes de structure que nous cherchons à les interpréter.

Ce fut donc un stade essentiel de la révolution que celui où les Conseils se dressèrent contre la Constituante à type démocratique qui venait d'être élue et où le pouvoir bolchévique dispersa par la force l'assemblée parlementaire réalisant le mot d'ordre historique génial de «Tout le pouvoir aux soviets». Mais tout ceci ne suffit pas à nous faire accepter l'opinion qu'une telle représentation de classe une fois constituée, et mise à part la fluctuation en tous sens de sa composition représentative, il soit permis d'affirmer qu'à n'importe quel moment de la lutte difficile conduite par la révolution à l'intérieur et à l'étranger la consultation ou l'élection des Conseils soit un moyen commode de résoudre à coup sûr toutes les questions et même d'éviter la dégénérescence contre-révolutionnaire.

Cet organisme décrit un cycle très complexe qui, dans l'hypothèse la plus optimiste, doit se conclure par sa disparition en même temps que l'Etat déperira. Mais pour cette raison même, il faut admettre que le mécanisme du Soviet tout comme il est susceptible d'être un puissant instrument révolutionnaire, peut aussi tomber sous des influences contre-révolutionnaires. En conclusion, nous ne croyons à aucune immunisation constitutionnelle contre ce danger, qui se trouve uniquement dépendre du développement intérieur et mondial du rapport des forces sociales.

On pourrait ici nous objecter que, voulant établir la prééminence du parti révolutionnaire (qui comprend seulement une minorité de la classe) sur toutes les autres formes d'organisation, nous semblons penser que le parti est éternel ou doit survivre au «déperissement de l'Etat» dont parlait Engels.

Nous ne voulons pas affronter ici la discussion sur la transformation future du parti en un simple organe de recherche et d'étude sociale, coïncidant avec les grands organismes de recherche scientifique de la société nouvelle: c'est un phénomène analogue à celui de la disparition de l'Etat qui dans la définition marxiste se transforme en effet en une grande administration technique toujours plus rationnel le et moins coercitive.

Le caractère distinctif que nous attribuons au parti dérive justement de sa nature organique: on n'y entre pas du fait d'une position «constitutionnelle» dans le cadre de l'économie ou de la société; on n'est pas

(Suite en page 4)

La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (Fin)

(Suite de la page 3)

automatiquement militant du parti du seul fait que l'on est prolétaire ou électeur ou citoyen, etc...

On adhère au parti, diraient les juristes, par une libre initiative individuelle. On y adhère, disons-nous, nous marxistes, toujours du fait d'une détermination naissant des rapports sociaux, mais celle-ci peut se rattacher de la façon la plus générale aux caractères les plus universels du parti de classe, à sa présence dans toutes les parties du monde habité, à sa composition comprenant des éléments de toutes les catégories et entreprises, des travailleurs et jusqu'à des non-travailleurs, à la continuité de son rôle aux stades successifs de propagande, d'organisation, de lutte, de conquête, de construction d'un nouveau régime.

Parmi les organes prolétariens, c'est donc le parti politique qui est le moins lié à ces limites de structure et de fonctions qui permettent aux influences anti-prolétariennes, aux germes qui déterminent la maladie de l'opportunisme de se frayer leur voie. Et puisque, comme nous l'avons plusieurs fois admis en prémisses, ce danger existe également pour le parti, la conclusion est que nous ne cherchons pas la défense de celui-ci dans sa subordination à d'autres organismes de la classe qu'il représente, subordination qu'on a réclamée souvent avec mauvaise foi et parfois pour la raison naïve que ces organismes comprennent un plus grand nombre de travailleurs.

*
* *

Notre interprétation de la question s'étend également à la fameuse revendication de la démocratie dans le parti, selon laquelle les erreurs de la direction (dont nous admettons n'avoir eu que trop d'exemples désastreux) peuvent être évitées ou réparées en recou-

rant, d'ordinaire, à une comptabilité des opinions des militants de base.

Cela signifie que nous n'imputons pas la dégénérescence du parti communiste au fait que les assemblées et congrès n'auraient pas eu suffisamment voix au chapitre face aux initiatives du centre.

On a assisté à un étouffement contre-révolutionnaire de la base par la direction à bien des tournants de l'histoire. Les moyens offerts par la machine d'Etat, jusqu'aux plus féroces, ont été employés dans ce but. Mais tout cela, plus que l'origine, a été la manifestation inévitable de la corruption du parti sous la pression des influences contre-révolutionnaires.

La position de la gauche communiste italienne sur ce que nous pourrions appeler la question des «garanties révolutionnaires» est avant tout qu'il n'existe pas de garanties constitutionnelles ou contractuelles, bien que le parti se différencie des autres organismes par le fait qu'il est un organisme contractuel (non dans le sens des légistes, ni même de Jean-Jacques Rousseau cependant).

À la base du rapport entre militant et parti il y a un engagement. Nous avons de cet engagement une conception, que pour nous débarrasser du terme antipathique de «contractuel» nous définirions simplement comme dialectique. Le rapport est double, c'est un double courant à sens opposés: du centre à la base et de la base au centre. Si l'action définie par le centre répond à un bon fonctionnement de ce rapport dialectique elle rencontrera une réaction saine à la base.

Le fameux problème de la discipline consiste donc à présenter aux militants de base un système de limites qui soit la traduction intelligente des limites imposées à l'action des chefs. C'est pourquoi nous avons toujours soutenu que ceux-ci ne doivent pas avoir la possibilité, lors de tournants importants de la conjoncture politique, de découvrir, d'inventer et de faire avaler à la base de prétendus nouveaux principes, de nouvelles formes, de nouvelles règles pour l'action du parti. Car c'est dans des surprises de cette sorte que s'accomplit l'histoire honteuse des trahisons opportunistes. Quand cette crise éclate, des luttes internes se déclenchent,

justement parce que le parti n'est pas un instrument immédiat et automatique; les divisions de tendances, les ruptures sont dans ce cas un processus utile, comme la fièvre qui libère l'organisme de la maladie, mais nous ne pouvons pourtant pas, statutairement, les admettre, les encourager ou les tolérer.

Il n'existe donc pas de recettes ou de règlements pour empêcher le parti de tomber dans les crises de l'opportunisme ou d'y réagir par la constitution de fractions. Mais l'expérience de la lutte prolétarienne de plusieurs décennies nous permet d'établir certaines conditions permettant de les éviter. Notre mouvement a la tâche de rechercher, de défendre et de réaliser inlassablement celles-ci.

En conclusion nous indiquerons les principales:

1) Le parti doit défendre et affirmer la plus grande clarté et continuité dans la doctrine communiste telle qu'elle s'est développée au travers des applications successives aux événements historiques qui en furent faites. Il ne doit pas tolérer des proclamations de principe qui soient en contradiction même partielle avec ses fondements théoriques.

2) Le parti doit en toute situation historique proclamer ouvertement le contenu intégral de son programme économique, social et politique, surtout en ce qui concerne la question du pouvoir, de sa conquête par la force armée, de son exercice par la dictature.

La dégénérescence des dictatures en un régime de privilèges pour une couche restreinte de bureaucrates et de prétoriens s'est toujours masquée derrière des proclamations hypocrites d'amour du peuple à fond, tantôt démocrate, tantôt national. Elle a toujours prétendu avoir derrière elle la totalité des masses populaires, tandis que le parti révolutionnaire n'hésite pas à déclarer son intention d'attaquer l'Etat et ses institutions et de tenir la classe vaincue sous le poids despotique de la dictature, même quand il admet que seulement une minorité avancée de la classe opprimée est arrivée à comprendre ces exigences de la lutte.

« Les communistes, dit le Manifeste,

dédaignent de cacher leurs buts ». Ceux qui se vantent de les atteindre en les tenant habilement cachés, ne sont que les renégats du communisme.

3) Le parti doit observer une stricte rigueur dans la question d'organisation: il n'accepte pas de s'agrandir par des compromis avec des groupes ou groupuscules ou pis encore de conclure des marchés pour la conquête d'adhésions à la base contre des concessions à de prétendus chefs et dirigeants.

4) Le parti doit lutter pour une claire compréhension historique du sens antagonique de la lutte. Les communistes revendiquent l'initiative de l'assaut à tout un monde d'institutions et de traditions; ils savent être une menace pour tous les privilégiés et appellent les masses à la lutte pour l'offensive et non pour la défense de prétendus avantages et progrès conquis au sein du capitalisme. Les communistes ne donnent pas en prêt et bail leur parti pour courir aux remparts défendre des causes qui ne sont pas leurs, des objectifs non prolétariens comme la liberté, la patrie, la démocratie et autres semblables mensonges.

« Les prolétaires savent ne rien avoir à perdre, que leurs chaînes ».

5) Les communistes renoncent à toute cette débauche d'expédients tactiques qui furent utilisés sous le prétexte d'accélérer l'adhésion de larges couches autour du programme révolutionnaire.

Ces expédients sont le compromis politique, l'alliance avec les autres partis, le front unique, les différentes formules sur l'Etat utilisées comme ersatz de la dictature prolétarienne: gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement populaire, démocratie progressive, etc...

Les communistes voient une des principales conditions de la dissolution du mouvement communiste et de la dégénérescence du régime communiste soviétique justement dans l'emploi de ces moyens tactiques. Ils considèrent ceux qui, tout en déplorant l'infection opportuniste du mouvement stalinien continuent à défendre cet arsenal tactique, comme des ennemis plus dangereux que les staliniens eux-mêmes.

L'Economie mondiale sous un volcan (Fin)

(Suite de la page 1)

des ouvriers de base). En 1998 cet écart était de 1 à 419! En moins d'une vingtaine d'années, l'écart s'est accru de dix fois. Le salaire moyen d'un PDG d'une grande entreprise était de 10,6 millions de dollars en 1998, cinq fois plus qu'en 1990 où il n'était que de 1,8 millions (respectivement 64 et 11 millions de francs environ); en 1998 ce salaire des dirigeants avait augmenté en moyenne de 36 %, alors que le salaire ouvrier moyen avait connu une hausse de 2,7 %. Pour compléter le tableau on pourrait ajouter que depuis 1980 le nombre d'heures de travail par an a augmenté de 4 % aux Etats-Unis alors qu'il a stagné ou baissé dans les autres pays industriels.

Confirmation éclatante de ce que démontre Marx: «*Même la situation la plus favorable pour la classe ouvrière, l'accroissement le plus rapide possible du capital, quelque amélioration qu'elle apporte à la vie matérielle de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste. Profit et salaire sont, après comme avant, en raison inverse l'un de l'autre*». En effet: «*Un accroissement rapide du capital équivaut à un accroissement rapide du profit. Le profit ne peut s'accroître rapidement que si le prix du travail, si le salaire relatif, diminue avec la même rapidité. Le salaire relatif peut baisser même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal (la valeur en argent du travail), mais à condition que ces derniers ne montent pas dans la*

même proportion que le profit. Si par exemple, dans les périodes d'affaires favorables, le salaire monte de 5 %, et le profit par contre de 30 %, le salaire proportionnel, le salaire relatif, n'a pas augmenté, mais diminué.

Si donc le revenu de l'ouvrier augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit en même temps, la puissance du capital sur le travail, l'état de dépendance du travail envers le capital grandissent du même coup.

(...) Lorsque le capital s'accroît rapidement, le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi» (4).

Les prolétaires américains jouissent encore en grande partie d'un «*american way of life*» qui suscite l'envie des masses pauvres de la planète, mais ils l'ont payé d'un asservissement plus grand au capitalisme, d'une misère sociale plus grande. Et ce que nous disons des prolétaires américains s'applique en réalité aux prolétaires de tous les pays à fort développement capitaliste. Contrairement à l'apparence, l'antagonisme entre capital et travail, entre bourgeoisie et prolétariat, s'il réussit encore à être masqué, surtout dans les longues périodes d'expansion économique, par toute la gamme des amortisseurs sociaux et toute l'action des organisations de collaboration des classes, n'a en réalité pas cessé de gagner en profondeur et

en intensité. Même si l'expression ouverte de cet antagonisme, la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat n'a pas encore réussi à se manifester, mille signes prouvent sa réalité, à commencer par la montée irrésistible de la violence et de la répression (pour la première fois la population carcérale vient d'atteindre les 2 millions de personnes aux Etats-Unis, le pays où il y a le plus de prisonniers et le plus de violence, soit un doublement en dix ans) ou de la consommation de drogues, légales ou non, pour tenter d'échapper à une réalité invivable (5).

SUR TOUTE LA PLANÈTE, MISÈRE CROISSANTE À UN PÔLE, RICHESSE CROISSANTE À L'AUTRE.

Cette polarisation discernable dans les pays capitalistes les plus développés et les plus prospères, apparaît en pleine lumière dès que l'on examine la situation à l'échelle mondiale. Au début de cette année une organisation charitable - pardon! On dit maintenant une ONG - américaine estimait qu'un milliard deux cent millions de personnes souffraient de la faim dans le monde, le chiffre le plus élevé de l'histoire, alors que 2 milliards d'autres, quoiqu'en apparence suffisamment nourris, souffraient de carences alimentaires de divers types (6). Mais elle estimait aussi que, parallèlement, 1,2 milliards de personnes souffraient de suralimentation, y compris dans des pays dits du Tiers Monde (au Brésil - 31 % - ou en Colombie - 43 % - le nombre de personnes souffrant de suralimentation est comparable à celui de certains pays européens!) Voilà une illustration frappante des incohérences insurmontables du monde capitaliste...

Si nous nous reportons au «*Rapport mondial sur le développement humain dans*

le monde» publié par l'O.N.U. en 1999, nous pouvons lire, après les hymnes habituels aux «*opportunités*» et aux «*bienfaits*» de la mondialisation, la constatation amère d'une **inégalité croissante** au sein de la population mondiale:

«*Depuis le début des années 80, les inégalités se creusent dans de nombreux pays. En Chine, les disparités s'aggravent entre les régions exportatrices situées en bordure de mer et l'intérieur du pays (...). Les pays de l'Europe de l'Est et de la C.E.I. enregistrent pour leur part certaines des plus fortes augmentations jamais constatées (...) des inégalités de revenu. Les pays de l'O.C.D.E. [organisation qui comprend en gros les pays capitalistes faisant autre fois partie du «camp occidental» - NDIR] aussi connaissent une forte augmentation des inégalités depuis la fin des années 80. C'est en particulier le cas aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Suède.*

*Les inégalités augmentent également à l'échelon international. L'écart de revenu entre le cinquième des êtres humains vivant dans les pays les plus riches et le cinquième habitant les pays les plus pauvres atteignait 74 à 1 en 1997, contre 60 à 1 en 1990 et 30 à 1 en 1960». Le rapport indique ce qu'il en était au siècle dernier: «*L'écart de revenu par habitant entre les pays les plus riches et les plus pauvres est ainsi passé de 3 contre 1 à 1820 à 7 contre 1 en 1870, pour atteindre 11 contre 1 en 1913*» (7).*

Il nous faut tout de suite souligner que, contrairement à ce que laisse croire la propagande bourgeoise la plus grossière, le «revenu par habitant» n'est pas le revenu des habitants (nous avons vu que celui-ci est très variable selon la classe sociale de ces derniers, puisqu'il va de 1 à 419 aux Etats-Unis selon qu'on est un ouvrier de base ou un

L'économie mondiale ...

grand patron): c'est simplement le revenu national d'un pays divisé par le nombre d'habitants, autrement dit un indice de la puissance capitaliste d'un pays, de sa richesse globale, qui ne nous dit rien sur la façon dont cette richesse est répartie parmi les habitants.

Cette importante précision étant faite, nous pouvons constater que l'écart entre pays riches et pays pauvres n'a cessé d'augmenter en même temps que se développait le capitalisme. A la veille de la première guerre mondiale, à la veille de la publication par Lénine de son ouvrage classique sur l'impérialisme, cet écart s'était considérablement accru, puisqu'en un peu plus de 90 ans il avait presque quadruplé. C'était l'époque où Lénine écrivait: «L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays»; «l'univers est divisé en une poignée d'Etats usuriers et en une majorité prodigieuse d'Etats débiteurs»; «concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique»; il décrivait «la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, la disproportion extrême dans la rapidité de développement des différents pays» pour ridiculiser les théories d'un développement pacifique et harmonieux du monde grâce à une action commune des grandes puissances, ce que le réformiste Kautsky appelait «l'ultra-impérialisme».

Les opposants au marxisme, les partisans de la bourgeoisie, auraient pu alors répondre que cette disproportion, ce déséquilibre étaient causés par l'insuffisance ou l'absence de développement capitaliste sur une grande partie de la planète: au fur et à mesure que le capitalisme allait se répandre dans le monde, il y ferait jaillir des forces productives qui feraient sortir ces pays de la stagnation économique et les mèneraient au niveau atteint par les pays capitalistes déjà développés, tandis que les progrès de la démocratie feraient reculer le poids des monopoles dans les pays industriels. C'est au fond cette réponse que les propagandistes de la «croissance» et du «développement», tiers-mondistes ou staliniens, faisaient dans les années cinquante et soixante.

Un peu moins de 90 ans après l'écrit de Lénine, après les décennies d'expansion ininterrompues du capitalisme qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, non seulement l'écart ne s'est pas réduit, mais il s'est accru de plus 7 fois, avec donc une vitesse deux fois plus grande que dans la période initiale!

Les experts de l'ONU, qui comme le vieux Kautsky prêchent l'action unie des grands Etats pour assurer le développement «équitable», sont obligés de constater amèrement:

«A la fin des années 90, le cinquième de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches se partage: - 86 % du Produit Intérieur Brut mondial, contre à peine 1 % pour les [20 %] les plus pauvres. - 82 % des marchés d'exportation, contre à peine 1 % pour les plus pauvres - 68 % des investissements directs étrangers, contre à peine 1 % pour les plus pauvres. - 74% des lignes téléphoniques mondiales (...) contre à peine 1,5 % pour les plus pauvres.

Certains observateurs disaient s'attendre à une convergence. Or les dix dernières années font apparaître une concentration des revenus, des ressources et de la richesse entre un petit groupe de personnes, d'entreprises et de pays:

- Avec 19 % de la population mondiale, les pays de l'OCDE assurent 71 % des échanges mondiaux de biens et de services (...)

- La vague récente des fusions et acquisitions concentre le pouvoir économique entre les mains de méga-entreprises, au risque d'ébousser la concurrence (...).

- Les 200 personnes les plus riches au monde ont vu la valeur de leur patrimoine être multiplié par 2 entre 1995 et 1998, pour dépasser aujourd'hui les 1000 milliards de

dollars en montant cumulé [une somme équivalente au revenu annuel de pays regroupant plus de 40 % de la population du globe, soit plus de 2 milliards d'individus]. Les 3 plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le PNB total du groupe des pays les moins avancés, soit 600 millions d'habitants».

Si nous jetons maintenant un coup d'oeil au «Rapport sur le développement dans le monde 1999-2000» de la Banque Mondiale, nous lisons que, de 1987 à 1993, le nombre de pauvres a augmenté dans les pays dits en développement: le nombre des personnes ayant 1 dollar ou moins par jour pour vivre (chiffre choisi comme étant celui du seuil de pauvreté) est passé de 1,2 à 1,5 milliard (8). Cependant le Rapport affirme que si la proportion de ces pauvres a augmenté en Amérique Latine (de 22 à 23,5 %) et en Afrique noire (de 38,5 à 39,1%), elle a diminué en Asie du Sud (en gros le sous-continent indien et les pays voisins: de 45,4 à 43,1%) et en Asie de l'Est (en gros, Chine et pays voisins: de 28,8 à 26 %).

Après s'être félicité des «avancées extraordinaires qui ont été faites dans la durée et la qualité de vie de milliards de gens démunis» (!) depuis le début des années 70, le Rapport est bien obligé d'admettre que «certaines de ces avancées se révèlent fragiles. Plusieurs facteurs, notamment les crises et les récessions économiques prolongées, ont commencé à faire reculer les gains précédemment réalisés dans le domaine de l'espérance de vie. Dans les pays africains (...) l'espérance de vie est retombée en 1997 à des niveaux antérieurs à ceux de 1980. On note également que l'espérance de vie a baissé dans l'ex-Union Soviétique et en Europe orientale.

Plusieurs autres indicateurs fondamentaux, en particulier l'apport calorifique, l'habitat et l'accès aux services essentiels restent très insuffisants. Sur les 4,4 milliards de personnes vivant dans les pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés des services d'assainissement élémentaires; un tiers n'ont pas accès à l'eau salubre; un quart sont logés dans de mauvaises conditions et un cinquième ne bénéficient pas de services de santé modernes».

On peut constater que les conditions dans lesquelles vivent ou plutôt survivent tant bien que mal des milliards d'habitants de la planète n'ont guère connu des améliorations extraordinaires! Mais bien entendu, la Banque Mondiale, qui comme les autres institutions financières internationales, a pour fonction de faire respecter les intérêts des capitalistes les plus puissants, ne peut absolument pas voir dans l'impérialisme, dans le mode de production capitaliste, la racine des maux qu'elle décrit: elle doit au contraire justifier les tendances actuelles du capitalisme mondial (ouverture plus grande des marchés nationaux, facilités accrues d'investissements impérialistes par exemple à travers les privatisations, réduction des dépenses, notamment sociales, des Etats, accroissement généralisé de l'exploitation des masses et accentuation de la domination impérialiste) qui sont la cause de la détérioration en cours des conditions de vie des prolétaires et des populations déshéritées.

Cette situation d'inégalités croissantes que nous venons d'illustrer par ces longues citations de documents publiés par des organisations tout sauf subversives, provoque une certaine inquiétude chez les responsables bourgeois les plus avisés, qui y voient une menace grandissante pour la stabilité du système capitaliste. C'est pourquoi le F.M.I. a affirmé lors de sa dernière réunion annuelle (octobre 1999) que la réduction de la pauvreté mondiale devenait l'un de ses objectifs fondamentaux. La Banque Mondiale a fait de même; quant à l'ONU elle propose de fixer comme objectif explicite du développement à l'échelle mondiale, la «réduction des écarts entre riches et pauvres» et le «rapprochement des extrêmes entre les pays».

Le rapport 1998 de l'ONU, qui indiquait que 3 milliards de personnes, soit la moitié des habitants de cette planète, ne disposent que de moins de 2 dollars par jour (12 FF

environ) pour vivre, comparait la fortune de ces super-capitalistes «à ce qui serait nécessaire pour donner à toute la population du globe l'accès aux services sociaux de base. Le coût de réalisation et de maintien d'un accès universel à l'éducation de base, aux soins de santé de base, à une nourriture adéquate et à des infrastructures sanitaires, ainsi que pour les femmes aux soins de gynécologie et d'obstétrique est estimé à environ 40 milliards de dollars par an», soit «moins de 4 % de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes» (9).

On peut également calculer qu'une telle dépense représenterait moins de 1 % du chiffre d'affaires annuel des 100 plus grosses entreprises mondiales, ou 0,1 % du produit intérieur brut des pays les plus riches.

Le rapport 98 de l'ONU concluait avec l'optimisme technocratique de rigueur: «Malgré les difficultés et les reculs, accélérer les progrès dans le développement humain et éradiquer les formes les plus extrêmes de la pauvreté humaine sont des défis à notre portée. Nous savons ce qu'il faut faire et le monde dispose de moyens pour y parvenir. Le succès dépend désormais de notre capacité à renforcer les partenariats, à susciter un élan politique en faveur des réformes, à prendre des engagements fermes, et à agir concrètement» (10).

Le Rapport 1999 conclut plus sobrement: «La mondialisation galopante des dix à vingt dernières années n'est qu'un début. Lorsqu'elle sera pleinement intégrée, la planète aura besoin d'une gouvernance plus forte pour préserver les bienfaits de la concurrence mondiale et pour mettre les ferments de la mondialisation au service du progrès humain» (11).

Le problème est précisément là: les forces productives qui poussent à cette mondialisation sont devenues trop grandes pour l'enveloppe capitaliste, dont font partie les Etats nationaux, dans laquelle elles se trouvent. Seul le communisme pourra créer une «gouvernance mondiale» - non pas pour préserver les bienfaits de la concurrence capitaliste, mais pour éradiquer définitivement la pauvreté sous toutes ses formes, la misère, les inégalités, les différences de «développement» entre pays riches et pauvres, industrialisés et agricoles, les villes et les campagnes. Il y faudra non pas des réformes, mais une révolution pour liquider le capitalisme, ses Etats, ses institutions, ses entreprises.

Le défi est certes immense, il ne pourra être relevé rapidement et sans de longs et difficiles efforts mais il est à la portée de la classe ouvrière mondiale.

VERS LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE

Les bourgeois, et surtout les bourgeois humanistes, n'hésitent pas à dépeindre sous de noires couleurs ce fossé sans cesse grandissant entre pays développés et sous-développés, pays riches et pays pauvres, phénomène qui ne serait pas selon eux la conséquence inévitable du mode de production dominant à l'échelle du globe - le capitalisme - mais la conséquence de l'insuffisance du développement capitaliste de certains pays, afin de renforcer chez les prolétaires des pays impérialistes les tendances à la collaboration de classe, à la recherche d'une protection par l'Etat contre la concurrence des prolétaires des pays à bas salaires. L'opportunisme fait évidemment tous ses efforts pour mobiliser les prolétaires en union avec leurs patrons pour défendre leurs entreprises contre la concurrence «déloyale» venue de ces pays - ou venue au contraire de pays plus puissants, la «mondialisation» ou le «néolibéralisme» étant alors accusés en lieu et place du capitalisme.

L'aggravation de la concurrence à la suite des difficultés économiques croissantes du capitalisme, oblige les bourgeois dans tous les pays, petits ou grands, développés ou non, à accélérer la course au profit, à liquider les entreprises les moins rentables (qu'elles soient ou non des entreprises d'Etat) qui grèvent de façon maintenant intolérable

le taux de profit moyen, à supprimer (de façon plus ou moins brutale et plus ou moins complète suivant les pays) les amortisseurs sociaux, les réglementations et les concessions accordés pour garantir la paix sociale à l'époque du boom économique qui représentaient une certaine auto-limitation de cette recherche du profit, en un mot à accroître toujours plus l'exploitation du prolétariat.

Le processus de concentration économique qui débouche sur la constitution d'entreprises géantes est la conséquence de cette course au profit qui a du mal à se réaliser par le simple jeu de l'extension du marché: de plus en plus saturé, le marais du marché arrive avec toujours plus de peine à absorber le torrent de marchandises vomies par le volcan de la production. La crise de surproduction générale menace et, même si elle peut être pour un certain temps contenue par tous les moyens de la stimulation artificielle de l'économie, elle éclate régulièrement dans ces récessions qui se déclenchent toujours de façon inattendue pour les économistes bourgeois, payés pour chanter les louanges de l'économie capitaliste et minimiser ses problèmes. Les récessions font disparaître les entreprises les plus fragiles, voire des pans entiers de l'économie nationale ou internationale (certaines régions du monde, comme par exemple l'Amérique Latine dans les années 80, ont ainsi perdu une décennie «de développement», c'est-à-dire une décennie d'accumulation capitaliste), ce qui «assainit» pour un temps l'économie en réduisant la surproduction, et permet la reprise jusqu'à la récession suivante. Cependant le capitalisme mondial ne peut plus retrouver les rythmes de croissance qui étaient les siens lorsqu'il sortit de la dernière guerre mondiale vivifié et rajeuni par les gigantesques destructions de forces productives qu'elle avait causées.

«Au fur et à mesure enfin que les capitalistes sont contraints par le mouvement décrit plus haut d'exploiter à une échelle plus grande les moyens de production gigantesques déjà existants, et, dans ce but de mettre en action tous les ressorts du crédit, les tremblements de terre industriels - au cours desquels le monde commercial ne se maintient qu'en sacrifiant aux dieux des Enfers une partie de la richesse, des produits et même des forces de production - deviennent plus nombreux, en un mot les crises augmentent. Elles deviennent de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes déjà du fait que, au fur et à mesure que la masse des produits et, par conséquent, le besoin de marchés élargis s'accroissent, le marché mondial se rétrécit de plus en plus et qu'il reste de moins en moins de marchés à exploiter, car chaque crise antérieure a soumis au commerce mondial un marché non conquis jusque-là ou exploité de façon encore superficielle. Mais le capital ne vit pas seulement du travail.

(Suite en page 6)

IL COMUNISTA (Bimestrale) n° 68-69 Nov. 1999 - Febbraio 2000

- In Cecenia si consuma l'ennesima guerra di rapina dell'imperialismo russo. I proletari russi, per non essere complici dello sciovinismo russo, devono rompere con la propria borghesia lottando contro l'impresa di guerra partendo dalla lotta quotidiana nelle fabbriche, nei campi, nelle città. - Amianto: ennesimo esempio di produzione di morte nella società capitalista - D'Alema, da «giovane comunista» a baciapile - Il proletariato deve ribadire la sua invarianza classista (Riunione Generale di Genova gennaio 1999. IIa parte) - L'economia mondiale sotto un vulcano (III parte) - Torna l'interesse storiografico su Bordiga. A che serve? - Alla Postalmarket i lavoratori trovano una insidiosissima «solidarietà» - Indice per titoli del Comunista 1983-1990

L'économie mondiale ...

(Suite de la page 5)

Maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui s'embrassent dans les crises» (12).

La succession des récessions et des reprises économiques, par l'aggravation continue de l'exploitation capitaliste qu'elle entraîne, sape toujours plus profondément les fondements du statu quo contre-révolutionnaire, de la paralysie de la classe ouvrière, qui se sont solidement installés au cours des décennies d'expansion économique continue et d'amélioration régulière de la situation prolétarienne, surtout dans les pays capitalistes industrialisés. Elle crée donc inexorablement les conditions matérielles de la reprise de la lutte de classe. Mais il n'existe aucun automatisme, aucun mécanisme qui relierait directement crise économique et reprise de l'action de classe du prolétariat. Bien au contraire les conditions subjectives retardent toujours par rapport aux changements de la réalité économique et sociale. Ce n'est pas par hasard, ni simplement dû à l'inertie des habitudes acquises.

Consciente que dans le sous-sol économique de son système s'aggravent de menaçantes contradictions, la bourgeoisie lance

de plus en plus fréquemment des campagnes de mobilisation politico-idéologiques en faveur de la démocratie, elle recourt aux professionnels de la paix sociale, aux semeurs d'illusions populaires, qu'ils s'appellent Chavez ou Jospin, Blair ou Clinton, Schroeder ou d'Almeida. Le prolétariat est le grand absent de cette fin du XXe siècle, mais la bourgeoisie redoute pourtant toujours son réveil; bien qu'elle ait proclamé *urbi et orbi* la mort du communisme, elle est très consciente des dangers qui pèsent sur le capitalisme.

Comme disait «Le Manifeste», la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossés. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

Le communisme est mort, vive le communisme!

(1) cf Marx, «*Travail salarié et capital*», Oeuvres choisies, Tome 1, Ed. Sociales, p. 179.

(2) cf «*Financial Times*», 19/1/2000.

(3) cf «*International Tribune*», 31/8/1999. Selon article du New York Times de début mars 2000, le nombre de familles disposant d'un patrimoine égal ou supérieur à 10 millions de dollars (environ 60 millions de Francs) est passé de 46.500 en 1983 à

350.000 et le nombre de celles ayant un patrimoine supérieur à 1 milliard de dollars est passé de 13 à 267.

(4) cf Marx, «*Travail salarié et capital*», p. 174.

(5) Le nombre de personnes incarcérées a doublé en dix ans aux Etats-Unis. cf «*International Herald Tribune*», 16/2/2000. Dans la France social-démocrate qui adore donner des leçons de morale et critiquer la brutalité de la société américaine avec ses prisons pleines à ras-bord et ses dizaines de condamnés à mort, les prisons sont également surpeuplées et les conditions de détention lamentables. Et si la peine de mort officielle a été supprimée (seuls les policiers sont de fait autorisés à l'appliquer), une récente enquête a révélé que 30% des français adultes avaient envisagé de se suicider! Que penser d'une société dont près du tiers des membres ont songé à mettre fin à leurs jours, sinon que la renverser est une oeuvre pressante de salubrité publique? cf «*Le Monde*», 4/2/2000.

(6) cf Worldwatch Institute, «*State of the World 2000*», janvier 2000.

(7) cf Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), «*Rapport mondial sur le développement humain 1999*», p. 3.

(8) cf Banque Mondiale, «*Le développement au seuil du XXIe siècle. Rapport sur le développement dans le monde 1999-2000*», pp 26-27. Ce seuil de 1 dollar par jour (en

fait: 370 dollars par an), dont la Banque écrit qu'il est «généralement choisi», a en fait été introduit par elle afin de réduire l'ampleur de la pauvreté dans les pays dits en développement dont elle s'occupe. C'est ainsi qu'avec ce calcul, en 1987 le taux de pauvreté était inférieur en Indonésie (17% de la population) à celui des Etats-Unis (18,6%) où il est estimé selon la méthode statistique habituelle (population ayant un revenu inférieur de moitié au revenu moyen). cf M. Chossudovsky, «*La mondialisation de la pauvreté*», Ed. Ecosociété, Montréal 1998, p. 99.

(9) cf PNUD, «*Rapport mondial sur le développement humain 1998*», p. 33. Le rapport indiquait que 60 de ces 225 plus grosses fortunes mondiales étaient américaines, 21 allemandes et 14 japonaises. Si la majorité se trouvaient dans les pays capitalistes développés (membres de l'OCDE), il y en avait aussi dans les pays moins développés: 43 en Asie (hors Japon), 22 en Amérique Latine, 11 dans les pays arabes, 4 en Russie et pays de l'Est et 2 en Afrique du Sud. Ceci suffit à démontrer que la division fondamentale n'est pas entre pays riches et pays pauvres, mais entre bourgeois et prolétaires dans tous les pays.

(10), Ibid, p. 41.

(11) cf PNUD, «*Rapport (...) 1999*», p. 13.

(12) cf Marx, «*Travail salarié et capital*», p 181-182.

Coup d'Etat en Côte d'Ivoire

(Suite de la page 1)

pouvons nous affirmer), «*les sociétés étrangères sont actives dans des secteurs à haute intensité capitalistique*» - «*sans que, pour l'instant les liens très étroits existant entre la RCI et la France soient remis en cause dans leur nature ou dans leur étendue*» (2)...

LES LIENS DE L'IMPÉRIALISME

Parler de liens très étroits est un triste euphémisme. Le régime d'Houphouët Boigny (qui avant l'indépendance avait eu des responsabilités ministérielles sous de Gaulle), très «lié» au système Foccart de sinistre mémoire, garantissait le maintien des liens qui enchaînent ses anciennes colonies à l'impérialisme français. A la mort du vieux cacique - que la presse française avait baptisé le «sage de l'Afrique» en raison des services rendus aux intérêts tricolores - Paris appuya l'accession du premier ministre Bédié à la présidence, face à son concurrent Ouattara, lui-même ancien premier ministre et ancien dauphin, tombé en disgrâce, d'Houphouët. L'opposant Ouattara et son parti le RDR, ne constituaient ni ne constituent cependant en aucune façon une force d'opposition à l'impérialisme français; ils ne défendent d'ailleurs aucune orientation politique ou économique différente de l'Etat ivoirien: il s'agit d'une rivalité inter-bourgeoise fondée sur des oppositions d'intérêts, qui s'est étendue ensuite sur le plan ethnique.

Les élections présidentielles prévues cette année ne devaient être qu'une formalité pour le clan Bédié, disposant de la machinerie de l'ancien parti unique (le PDCI) et surtout de tous les leviers de clientélisme que donne le pouvoir. Mais c'était sans compter avec le mécontentement croissant et généralisé, y compris parmi les couches bourgeoises, en conséquence de la crise économique provoquée par l'effondrement du prix des exportations agricoles (le prix du cacao à l'exportation avait baissé de 50%) et par les mesures d'austérité imposées par les institutions financières internationales pour assurer le paiement de la dette extérieure et rétablir les comptes de l'Etat. La baisse d'activité des entreprises est estimée à 20% environ dans les derniers mois.

La «libéralisation» des filières agricoles (suppression programmée de la Caisse de stabilisation, la «Caistab», grâce à laquelle l'Etat empochait une partie de la rente, etc.) était un point important du programme du

FMI et de la Banque Mondiale, officiellement pour favoriser les producteurs, mais aussi pour laisser la voie libre aux grandes sociétés internationales. Effectuée au moment où les cours chutaient sur le marché mondial, cette réforme qui signifiait aussi la fin du prix d'achat garanti par la Caistab, a provoqué la colère des planteurs; depuis le début de l'automne les producteurs de cacao, puis ceux d'autres produits s'étaient mis en grève pour demander l'abrogation de la réforme ou une hausse des prix d'achat (3). En dépit de l'action des pompiers syndicaux larbins du pouvoir (Bédié était venu en personne saluer les chefs syndicaux lors du dernier congrès de l'UGTCI), des grèves sauvages ont éclaté, comme celles des dockers du port d'Abidjan en décembre. Obligé de payer les arriérés de sa dette extérieure (le service de la dette absorbait 40% du budget de l'Etat), le gouvernement ivoirien ne trouvait d'autre solution que de multiplier... les arriérés de paiement des fonctionnaires! C'est à peu près dans la même période qu'éclatait le scandale du détournement de 18 milliards d'aide européenne par les plus hauts responsables du ministère de la Santé, révélant au grand jour la réalité de l'affairisme le plus débridé des dirigeants alors que la population se débat dans les plus graves difficultés.

Pour tenter de se redonner une assise populaire, ces mêmes autorités vendues à l'impérialisme s'étaient lancées depuis plusieurs mois dans des campagnes d'exaltation de l'«ivoirité», qui n'était rien d'autre que des appels à la haine raciale et xénophobe, dans un pays où sont recensées plusieurs dizaines d'ethnies différentes. Il faut savoir que le développement de la production agricole d'exportation n'a été possible que par le recours à une main d'oeuvre bon marché, venue essentiellement du Burkina voisin (ces burkinabés avaient été aussi autorisés à défricher la forêt et nombre d'entre eux étaient devenus des petits producteurs). Mais il y avait aussi un véritable esclavage d'enfants sur les plantations, fait reconnu par le nouveau gouvernement après un rapport de l'UNICEF selon lequel ce trafic de plusieurs milliers d'enfants maliens s'était intensifié au cours des 5 dernières années en raison du coût élevé de la main d'oeuvre locale; après avoir transité dans des «centres de stockage» qui «ressemblent à des comptoirs d'achat de la traite négrière», ces enfants étaient achetés environ 375 FF par les planteurs aux «négociants»; théoriquement ils recevaient un salaire de 800 à 1000 FF par an, salaire qui

la plupart du temps n'était jamais versé...

La campagne gouvernementale, qui visait aussi le rival Ouattara, accusé d'être né au Burkina, s'est traduite par de véritables pogroms de burkinabais au cours d'affrontements meurtriers dans le centre du pays, tandis que la répression contre l'opposition se manifestait par l'interdiction des manifestations, des affrontements avec la police, la condamnation à des peines de prison de responsables du RDR.

La dégradation de la situation politique et sociale finissaient à la fin de l'année dernière par susciter l'inquiétude parmi certains cercles impérialistes; le gouvernement américain et des responsables français émettaient ainsi des protestations plus ou moins nuancées contre la répression envers le RDR, tandis qu'en réaction le gouvernement Bédié était vivement défendu - au nom de la non-ingérence dans les affaires africaines! - par des ténors du parti gaulliste et par la présidence de la République.

Le régime Bédié est tombé comme un fruit mûr, après la mutinerie des soldats du rang et quelques heures d'émeute (au cours desquelles des entreprises appartenant à la famille Bédié ont été incendiées), lorsque le général Guéï et les autres chefs militaires se sont mis à la tête du mouvement.

Si la «communauté internationale» a condamné ce coup d'Etat au nom des grands principes démocratiques et constitutionnels, agitant la menace de sanctions et de la suppression des aides économiques, la condamnation de façade a rapidement laissé la place au soulagement. Après quelques premières déclarations malencontreuses, le général Guéï a réaffirmé que l'énorme dette extérieure continuerait à être remboursée, que la priorité irait à l'assainissement des finances publiques (et donc non pas à la satisfaction des besoins des masses et des revendications des salariés) et les nouvelles autorités, qui affirment vouloir faire la lumière sur la corruption des anciens dirigeants, ont même réussi à rembourser à l'Europe l'aide détournée. Les sanctions européennes ont donc été levées avant même d'avoir été mises en application, le FMI et la Banque Mondiale se sont félicités de la sagesse du nouveau pouvoir, dans lequel les observateurs bourgeois internationaux voient une nouvelle chance pour la Côte d'Ivoire (4).

RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

La position française est un peu plus ambiguë, en raison d'une divergence entre le gouvernement et la présidence de la République dont nous avons évoqué le soutien

sans faille à la clique Bédié. Lors du coup d'Etat, l'impérialisme français a montré les dents en mobilisant des troupes, envoyées démonstrativement dans des pays voisins, mais n'a pas réellement tenté de s'opposer aux événements - ce qui d'ailleurs était probablement difficile. Ceci a alimenté les rumeurs selon lesquelles le général Guéï, lors d'une récente visite en France, avait obtenu le feu vert du gouvernement Jospin à une éventuelle action contre Bédié (5).

Le gouvernement provisoire, auquel s'est rallié en un clin d'oeil le PDCI, est constitué en grande partie d'éléments proches d'Ouattara, mais il comporte aussi des ministres du «Front Populaire Ivoirien» de Laurent Gbagbo, très lié au PS français (bien que, à la grande fureur de Gbagbo, le fructueux Ministère des ressources minières lui ait échappé au dernier moment). Une élection présidentielle devrait avoir lieu dans quelques mois, après qu'une nouvelle constitution ait été promulguée. Il semble que les Etats-Unis aient fait savoir qu'ils étaient partisans de ne pas précipiter cette élection - par crainte d'une victoire du «socialiste» Gbagbo, redouté en fait comme étant l'homme de Paris. Les Etats-Unis qui profitent de la période actuelle pour pousser leurs pions (des grandes sociétés américaines viennent par exemple de reprendre les parts de la famille Bédié dans *Sifca*, le plus grand groupe agro-industriel à majorité ivoirienne: 50% du commerce du café et du cacao sera ainsi entre les mains des entreprises américaines), craignent une remise en cause des privatisations et des investissements récents qui lui ont permis de s'établir solidement dans le pays.

La lutte pour les richesses africaines n'est donc pas terminée et le vieil impérialisme français rapace ne veut pas lâcher sa proie, même si la pression des rivaux se fait de plus en plus rude.

Mais il est un élément que les vautours impérialistes et leurs serviteurs «socialistes», «communistes» ou autres, n'ont pas pris en compte dans ces rivalités sordides: la lutte des prolétaires et des masses exploitées. Selon un organe impérialiste: «*In mouvement de grève précédent se répand en Côte d'Ivoire depuis quelques semaines dans de nombreuses entreprises du secteur privé*» (6): à la *Solibra* (brasserie), dans des sociétés diverses, des conserveries de poisson, de nombreuses entreprises du plastique, etc: «*Les entreprises sont des poudrières*» selon un syndicaliste. Des prises d'otage de patrons et des grèves sauvages se multiplient; des grévistes cités par l'agence Reuters affirment que l'UGTCI avait «*pactisé avec l'ancien pouvoir. Toutes nos revendications*

Côte d'Ivoire ...

étaient étouffées dans l'oeuf par l'UGTCL. Nous rattrapons le temps perdu».

C'est cette lutte des prolétaires qui est la seule à pouvoir donner de l'espoir aux masses ivoiriennes écrasées par leur propre bourgeoisie et par la bourgeoisie impérialiste; c'est cette lutte que les prolétaires d'ici doivent soutenir sans réserve et de la seule manière efficace en entrant à leur tour en lutte contre, en retrouvant la voie de la lutte de classe contre la bourgeoisie, son système et son Etat impérialiste.

(1) cf le «Moniteur du Commerce International» n°1409 (39/9/99).

(2) cf «Commerce et investissement: la France conforte sa première place», M.O.C.I., op.cit., p.35.

(3) le 22 novembre, à l'issue d'une réunion infructueuse avec le Premier Ministre où il était venu demander la suppression de la libéralisation, le président de la Fédération Ivoirienne des Producteurs de Cacao/café accusait le FMI et la Banque Mondiale d'avoir «libéralisé pour leurs frères, les grandes sociétés internationales comme Cargill, Dafci, ADM ou Tropival». L'impérialisme français n'a plus depuis longtemps la capacité de subvenir à lui seul aux besoins en capitaux de ses anciennes colonies; il lui faut laisser opérer le FMI et la Banque Mondiale bien que cela ait pour conséquence d'ouvrir ses chasses gardées aux autres impérialis-

mes.

(4) cf «Financial Times», 6/1/2000. Pour sa part, le président de la Coface (organisme qui assure les exportateurs français), estimait qu'avec son coup d'Etat, Gueï a joué le rôle de pompier pour le pays. Bien entendu quand les bourgeois parlent de chance, les prolétaires doivent savoir qu'ils ne songent qu'à la bonne marche de leurs affaires.

(5) Le journal «Le Nouvel Afrique-Asie» détaille ce «scénario» dans son n° 125 (février 2000). De son côté Gueï a déclaré au «Monde» (4/1/2000) qu'il avait discuté avec un haut responsable militaire français, chef de cabinet de plusieurs Ministres de la Défense, «de droite» ou «de gauche».

(6) cf «Marchés Tropicaux et Méditerranéens», 11/2/2000.

Correspondance

Le capitalisme asphyxie la santé

Un camarade qui travaille en milieu hospitalier nous a envoyé ce petit aperçu des réformes en cours dans ce secteur. Elles s'inscrivent dans les mesures plus générales pour «réduire les coûts» de la Santé à travers toute une série de réformes, souvent présentées comme de nature sociale (voir la «Couverture Médicale Universelle» qui ouvre la voie à une dégradation des soins médicaux envers les plus démunis) ou comme un progrès (voir la carte électronique «Sésame-Vitale» dont les objectifs explicites ou implicites sont la réduction de la consommation médicale et la diminution du personnel de la Sécurité Sociale). L'amélioration du taux de profit moyen de l'économie nationale face aux concurrents du marché mondial impose, dans tous les pays, de tailler dans les dépenses «improductives». Et qu'y a-t-il de plus intolérablement improductif pour les capitalistes

que les sommes dépensées en vue d'assurer la santé et le bien-être des prolétaires? Si un système de Santé est indispensable pour que la classe ouvrière puisse continuer à produire, il doit fonctionner au moindre coût et se limiter essentiellement à remettre en état de marche les exploités ou à assurer une survie de base - fondée sur une ponction sur les salaires! - pour ceux qui ne sont plus en état d'être exploités. Quant aux autres catégories de la population, elles pourront se tourner vers un secteur purement mercantile qui devient de plus en plus un secteur hautement rentable d'investissement du capital.

Voilà, schématiquement, les grandes lignes des tendances en oeuvre dans un domaine littéralement vital pour le prolétariat. mors tua vita: si le prolétariat veut vivre une vie digne de ce nom, il faut que le capitalisme périsse.

Dans le domaine de la Santé, qui comme les autres secteurs de la vie économique et sociale dans le système capitaliste, ne peut échapper aux rapports marchands et à la loi du profit, la crise économique impose de faire des restrictions draconiennes. Dans cette pratique éminemment bourgeoise, il n'y a pas de différence entre les gouvernements de droite ouvertement bourgeois et pro-capitalistes et le gouvernement actuel censé être proche des travailleurs et de la population. Non seulement Droite et gauche rivalisent d'ingéniosité, d'impudence et de perversité, mais il est même facile de constater aujourd'hui qu'en terme d'hypocrisie la Gauche n'a rien à envier à sa rivale politique: après avoir dénoncé (mollement il est vrai) le plan Juppé en 95, Jospin, dès la formation du gouvernement de la «Gauche plurielle», s'est empressé de ne rien remettre en cause, chargeant la réactionnaire Martine Aubry du travail de mise en application des mesures décidées par le gouvernement précédent.

L.A.R.H., CLÉ DE VOÛTE DE L'ATTAQUE BOURGEOISE

Sous prétexte de «décentralisation», le plan Juppé avait prévu la création d'Agences Régionales d'Hospitalisation (A.R.H.). Les directeurs d'ARH (les D.A.R.H.) sont nommé pour 5 ans et au terme de ce mandat, ils doivent rendre des comptes à leur tutelle, à savoir le Ministère de la Santé, qui évaluera son degré de satisfaction dans le respect des directives ministérielles et qui les reconduira ou non dans leurs fonctions.

Les A.R.H. ont 3 vocations:

- Planifier: elles doivent faire disparaître 100.000 lits sur 5 ans, c'est-à-dire supprimer des milliers d'emplois.

- Autoriser: elles font ou défont en donnant ou en refusant aux établissements la possibilité ou non d'exercer une activité médico-chirurgicale, et ceci en fonction des critères économiques capitalistes.

- Financer: c'est-à-dire attribuer ou supprimer des crédits à tel ou tel établissement, l'objectif fixé étant d'amputer rapidement l'hôpital public de 32 milliards de F.). Pour ce faire, on utilise le Programme Médical et de Soins Informatisé (P.M.S.I.) qui n'est rien d'autre qu'un flitage de l'activité de chaque structure de soins. Il est bon de préciser que cet outil est originaire des Etats-Unis, mais qu'il y a été abandonné l'année dernière (jugé sans doute insuffisamment efficace par les bourgeois, à moins qu'il ne se

soit révélé trop impopulaire car trop voyant, et qu'on préfère le remplacer par un système plus discret mais tout aussi efficace).

A partir de ce P.M.S.I., le financement des structures hospitalières est basé sur d'un Indice Synthétique d'Activité (I.S.A.). Chaque pathologie équivaut à un certain nombre de points I.S.A. et chaque point I.S.A. vaut un certain nombre de francs; par exemple un accouchement par voie basse correspond à 1000 I.S.A. A noter qu'avec un tel système, le nouveau-né est considéré comme un clan-destin, à moins qu'il ne soit malade.

CONSÉQUENCES DE CETTE «LOGIQUE» CAPITALISTE

La conséquence inévitable de cette cotation est que les hôpitaux auront intérêt à choisir leurs malades, ceux qui correspondront à plus de points I.S.A. L'un des buts principaux du système de la Santé dans la société bourgeoise est la remise sur pied des prolétaires esquinés et usés par leur exploitation dans les différents bagnes capitalistes. Pour ceux qui ne pourront plus être productifs, pour les personnes âgées ou certaines pathologies lourdes (névroses graves, psychoses, etc.), pour les laissés-pour compte (SDF et autres), nul doute qu'ils seront orientés vers des structures démedicalisées ou «sociales», ou adressés dans des services producteurs de peu de points I.S.A., recevant donc peu de financement et qui auront en conséquence des conditions déplorables

LE PROLÉTARIAT DOIT S'OPPOSER À CETTE ORIENTATION

Le système des Agences Régionales d'Hospitalisation revêt donc une importance centrale dans le dispositif élaboré par les autorités. Mais leurs objectifs risquent de devenir rapidement impopulaires car trop violents et trop agressifs. Aussi, le gouvernement a décidé de peaufiner le système. Pour cela, il a créé l'Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation en Santé (A.N.A.E.S.). Cette agence aura deux missions;

Pour ce qui est de l'évaluation: selon une pratique de plus en plus généralisée dans les entreprises, il y aura une auto-évaluation dans chaque établissement, public comme privé (mêmes inquiétudes pour l'avenir). Chaque salarié devra se prononcer par rapport à des critères établis sur un manuel. Le nombre de questions variera de 450 à 900 en

fonction de la structure et de l'importance de l'établissement. Quand les manuels seront remplis et renvoyés à l'A.N.A.E.S., des experts visiteurs seront désignés pour venir sur place se rendre compte de la véracité des informations transmises par les manuels (ils se déplaceront au minimum par groupe de 3: un médecin, un directeur d'établissement et un soignant). Quand leur visite sera terminée, ils feront un rapport au chef d'établissement qui y répondra en ajoutant ses éventuelles réflexions.

Pour ce qui est de l'accréditation: un Collège d'accréditation, formé de 11 «sages» désignés par le Ministère, décidera alors de l'accréditation, accordée ou non à tout l'établissement, selon la loi du tout ou rien. L'accréditation sera ainsi refusée aux établissements mettant en jeu la santé publique (sécurité des patients et du personnel), aux menteurs, aux établissements où l'évaluation n'aura pas été suffisamment pluri-disciplinaire, à ceux qui n'auront pas «joué la transparence» ou à ceux où les experts auront relevé des manques de sécurité.

L'accréditation peut être prononcée sans réserve par le Collège (pour une durée de 5 ans), avec recommandation (mise en conformité de certains points insuffisants) ou avec réserves (avec une échéance de réalisation des points litigieux à l'issue de laquelle la décision est prise). Le rapport est rendu public par l'Agence Régionale, qui décide du maintien ou de la fermeture de certaines activités ou de certains établissements.

Bien entendu nos tristes gouvernants bourgeois présentent ces mesures comme destinées à promouvoir la qualité des soins au nom de l'humanisme (ce fameux humanisme qui a servi d'alibi pour la guerre du Kosovo et ailleurs). Les hôpitaux défavorisés le plus souvent par manque de personnel connaîtront inévitablement une fuite des patients à la suite de la publication de rapports défavorables, ce qui se traduira par une baisse de leurs points I.S.A., donc une baisse de leurs moyens, etc. Cela débouchera en particulier sur la disparition des hôpitaux de proximité, ou au moins de certaines de leurs activités. Mais n'est-ce pas là le but recherché par les bourgeois? Et tout cela se fera avec la participation des prolétaires hospitaliers qui auront accepté l'auto-évaluation et rempli les questionnaires: il leur sera bien difficile en suite de manifester leur opposition aux décisions défavorables. Exemple parfait du perfectionnisme du capitalisme démocratique qui rend les prolétaires com-

A paraître: « PROGRAMME COMMUNISTE »

Au sommaire du n° 97 de notre revue théorique:

- Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportuniste

- Propriété et capital (1)

- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1)

- Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (3).

Articles de «Il Comunista» en annexe: Les abstentionnistes et la valeur de la discipline - L'opportuniste international - Les unitaires ne sont pas communistes.

- Notes de lecture: - Aufheben - Marc Laverne et le Courant Communiste International - (Dis)continuité.

L'exemplaire: 25 FF

En préparation: « EL PROGRAMA COMUNISTA »

Le n° 44 (mai 2000) de notre revue théorique en espagnol à paraître sous peu contiendra les articles suivants:

- ¡A los proletarios de hoy, a los camaradas de mañana!

- La guerra imperialista en el ciclo burgués y en la análisis marxista (1)

- Siguiendo el hilo del tiempo: Brigadas locas.

- En defensa de la continuidad del programa comunista (VII): Tesis características del partido (1951)

- El capitalismo soviético en crisis (I-in).

- Volantes: - Auschwitz o la grande coartada: lo que nosotros negamos et lo que nosotros afirmamos - ¡No a la intervención imperialista en Yugoslavia! ¡Abajo todos los nacionalismos y todas las opresiones burguesas!

Les commandes peuvent déjà être passées à notre adresse.

plices de ses coups bas!

LES PROLÉTAIRES DOIVENT REFUSER DE PARTICIPER À LEUR AUTO-EXPLOITATION!

C'est d'autant plus vrai que le travail d'évaluation exigé sera lourd mais qu'il sera réalisé à moyens constants. Bien sûr, on continuera à nous masturber l'esprit et à nous culpabiliser au nom de la «qualité des soins» - exigence anti-prolétarienne par excellence quand elle signifie toujours plus de contraintes pour les prolétaires hospitaliers alors même que la dégradation du système de la santé et l'appauvrissement de couches de plus en plus larges de la population rend cet objectif de plus en plus illusoire: peut-être faudra-t-il travailler neuf heures par jour pour respecter ce critère?

Les prolétaires hospitaliers doivent rappeler sans cesse que la qualité des soins est et restera tributaire des conditions de travail du personnel, n'en déplaise aux humanistes de tout poil! Martine Aubry prévoit déjà le passage aux 35 heures avec un minimum de création d'emplois: pour elle, l'idéal serait qu'il n'y en ait aucun; et pour cela, elle a donné des consignes aux A.R.H. afin qu'elles diminuent le nombre de lits d'hôpitaux, formule hypocrite qui veut dire diminution du nombre d'emplois.

La boucle est bouclée; dans le secteur de la Santé comme dans les autres, le gouvernement de Gauche mène l'attaque bourgeoise contre les prolétaires. Là comme ailleurs, malgré toutes les illusions et les discours démagogiques, règne et s'intensifie l'exploitation du travail salarié; là comme ailleurs, il n'y a qu'une solution efficace pour les prolétaires: le retour à la lutte de classe, à la défense intransigeante de leurs seuls intérêts de classe.

35 Heures

Le témoignage d'un travailleur intérimaire

Nous reproduisons la description par un lecteur travaillant en intérim de ce que signifie concrètement cette grande initiative, soi-disant sociale et dans l'intérêt de la classe ouvrière, du gouvernement de gauche, qu'est le passage aux 35 heures. C'est une confirmation supplémentaire que toute loi concédée par la bourgeoisie, même et peut-être surtout quand elle se prétend sociale, n'est qu'une amaque qui se retourne toujours contre les prolétaires.

Travailleur intérimaire, je voyage dans les entreprises de ma région en fonction des besoins et du bon vouloir des exploiters. Actuellement, je travaille dans l'une des deux usines françaises parmi d'autres dans le monde d'une entreprise dont on ne sait pas qui est le véritable propriétaire. L'une de ces deux usines est sous le régime de la loi Robien depuis 2 ans environ et l'autre, où je travaille, est depuis le dernier trimestre 99 sous la loi Aubry.

Cette dernière usine, spécialisée dans la sous-traitance, emploie 150 salariés embauchés (en majorité des femmes), dont quelques cadres et de 10 à 70 intérimaires selon les besoins et les aléas du marché. Du point de vue de l'horaire, on peut distinguer 4 groupes dans l'organisation du travail. Il y a un groupe travaillant seulement les week-ends, un autre travaillant seulement les nuits du lundi au vendredi, un autre travaillant en 2x8 (5-13h; 13-21h) du lundi au vendredi et, enfin, le dernier qui travaille à la journée, le seul à être passé aux 35 heures par semaine.

Pour les deux premiers groupes rien n'a changé car ils sont toujours payés sur 40 heures pour un travail hebdomadaire respectif de 35h et 40h. Dans le troisième groupe, les ouvriers sont également restés à 40 heures, mais on a ponctionné un peu leur salaire selon leur ancienneté et leur fonction en échange d'un ou deux jours de congés compensatoires par an, ce qui représente pour eux une perte pouvant aller jusqu'à 400 fr. brut par mois, alors que les salaires n'ont pas bougé depuis 9 ans (une des conditions du reprenneur de l'entreprise et de son prédécesseur).

Le passage aux 35 heures n'a donc eu lieu que pour le personnel à la journée, qui travaille presque exclusivement sur chaînes, et qui est quasiment féminin. Si, à première

vue, ce changement peut paraître sympathique, il n'est en réalité qu'une vaste escroquerie financière et productive.

Dans cette usine le passage aux 35 heures a été négocié au printemps 99 entre le patron et les deux syndicats, la CGT et la CFDT. La CFDT était contre, la CGT était pour les 35 heures. Pour faire avaler au personnel le bien fondé de cette loi, un sondage individuel, un peu à l'image de celui qu'on voit dans le film «Ressources humaines», a été organisé, amalgamant les travailleurs concernés et ceux qui ne l'étaient pas. Tombant dans le piège, les travailleurs ont accepté, à la grande joie des «partenaires sociaux» et de la CGT en particulier qui a pu écraser sa rivale aux élections des délégués du personnel en décembre avec 90% des voix.

Cet accord a donné de nombreux avantages au patronat puisque la mesure étant votée et appliquée avant la fin de l'année, il a droit à 9000 fr. par an et par embauché quelque soit son horaire de travail pendant 3 ans. En outre il a pu diminuer quelques salaires et signer aussi un point qui lui permet de remettre en question les salaires et les très rares avantages dans 2 ans, c'est-à-dire avant la fin des subventions de l'Etat - payées par les impôts, les taxes et les cotisations de la classe ouvrière.

Quant aux syndicats, CGT en tête, leur refus de la modulation qui pouvait permettre au patronat d'établir les horaires à sa façon, avec des semaines aux nombre de jours et d'heures variables selon les besoins du marché, leur a permis de rester bien vus des salariés. Pourtant ils n'ont agi fondamentalement que dans l'intérêt de l'entreprise et de la production.

Avec cette mesure, c'est une autre catégorie des prolétaires qui a été attaquée de plein fouet: celle des travailleurs précaires

dont l'aristocratie ouvrière se fiche éperdument. Cette mesure peut éventuellement présenter des avantages pour le précaire en CDD qui est directement sous contrat avec l'entreprise (il lui faut travailler 4 mois et 1 jour pour retrouver ses Allocations de Base s'il repointe au chômage car les jours fériés sont pris en compte et la durée hebdomadaire de travail ne l'est pas); mais il n'en n'est pas de même pour la majorité des intérimaires («à plein temps») (c'est-à-dire qui effectuent une journée de travail complète): il leur faut travailler 676 heures, soit 17 semaines et 2 jours pour retrouver leurs Allocations, mais dans le cas d'une semaine de 39 heures. Avec la loi Aubry, il leur faut maintenant 19 semaines et 2 jours et, dans mon cas particulier (semaine de 34h 30), il faut 19 semaines et 4 jours. Et encore faut-il qu'il n'y ait ni jour férié, ni journée d'absence (on imagine ce que la loi peut donner pour les intérimaires en cas de modulation du temps de travail!). Tout cela n'est donc qu'un excellent moyen pour pousser les précaires à travailler toujours davantage pour des périodes de chômage toujours plus courtes lorsqu'ils sont «remerciés». Par ailleurs comme l'intérimaire est payé au nombre d'heures travaillées, il n'est pas sorcier de comprendre que moins d'heures signifie un salaire plus bas. Pour ma part avec un taux horaire égal au SMIC, et en y rajoutant les 21% d'indemnités de précarité et de congés payés (qui ne rattrapent même plus aujourd'hui le salaire brut puisque les cotisations et l'imposition de la CSG sont de l'ordre de 24%), je touche aujourd'hui à peine plus que le SMIC.

Pour finir, tout intérimaire qui commence sa journée de travail ou son quart peut être renvoyé chez lui durant la journée si le boulot vient à manquer (ce qui arrive régulièrement) sans la moindre intervention des syndicats qui se fichent de nous autant que les patrons. Et si l'un de nous arrivait à être embauché, il ne serait pas payé 39 heures comme les autres, mais 35h.

Ainsi, comme on le voit, la loi Aubry peut être résumée par: semaine plus courte = salaire plus bas = précarité toujours plus grande = intensification du travail (car le rythme de la production a été évidemment revu) = propagande bourgeoise, jack-pot sur

le dos de la classe ouvrière et nouvelle attaque de classe de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, nombre de prolétaires de cette usine se rendent compte comme ailleurs, de ce qu'est la loi Aubry mais souvent dans les conditions économiques actuelles et l'inexistence politique du prolétariat et comme ils ne peuvent et en doivent pas compter sur les syndicats dans la presque totalité des cas, ils n'ont guère d'autre choix que d'accepter de telles choses. La RTT est une escroquerie que la gauche a pu mettre au point et faire passer car elle est toujours plus habile que la droite ou, pour résumer en bon langage ouvrier: la gauche c'est la droite plus de la vaseline (syndicats, centristes, etc.). Une réduction du temps de travail qui ne soit pas un piège, le prolétariat ne pourra l'obtenir et en profiter que lorsqu'il imposera sa dictature à ceux qui l'ont exploité, volé, aliéné et trahé et à ceux qui l'ont vendu.

En attendant, à bas la loi pourrie de la social-démocrate Aubry!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Le liste 2000

Anonyme: 100,00 / Georg: 45,25 / Paris: 800,00 / Carcassonne: 27,00 / Aix: 30,00 / Claude: 260,00 / Paris: 800,00 / Brest: 50,00 / Thionville: 175,00 / Paris: 800,00 / Roger: 400,00 / P.: 50,00 / Franck: 50,00
Total liste: 3.557,25 F

Yougoslavie

«L'opposition aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme»

Cette brochure contient les articles publiés dans nos colonnes sur la question yougoslave depuis 1987 dont une partie se trouvait sur la précédente brochure (n° 20) maintenant épuisée.

Brochure «Le Prolétaire» n° 23, 50 p.
10 FF franco de port

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

INDE

Le 11 juillet dernier, dans les régions de Darjeeling, Terai et Dooars dans l'Etat du Bengale Occidental (capitale: Calcutta) où est produit sur 104.000 hectares 22 % du thé Indien, 300.000 ouvriers agricoles à temps plein et 50.000 à temps partiel se mettaient en grève contre leurs exploiters: les Copagnies Duncans, Tata Tea (1), Warren, Goodricke, Eveready et Jay Shree.

Les revendications officielles étaient au nombre de trois: nombre minimum d'ouvriers sur le terrain (soit 1,2 à l'acre), création d'emplois permanents et installations d'hôpitaux de proximité. Si elles semblent limitées, ces revendications illustrent les conditions d'exploitation de ces prolétaires. Les ouvriers avaient choisi cette période pour se lancer en grève car la production (et le donc le nombre de travailleurs) est à son maximum de début juillet à fin septembre. Le mouvement des ouvriers obligeait les bonzes syndicaux de l'AITUC, du HMS et de l'AIC-CTU à mener une enquête dans les plantations sur les conditions de vie et de travail des ouvriers. Le quotidien bourgeois «The Hindu» s'en est fait en partie l'écho le 6 août; il écrivait: «le rapport expose comment 850.000 ouvriers de l'Assam et 300.000 du Terai et du Dooars vivent et meurent exclusivement pour les plantations quasiment de leur naissance jusqu'à leur mort. En d'autres termes, ils sont "prisonniers" des propriétaires des plantations de thé sans aucune liberté de changer de lieu de travail»; et il ajoutait: «la mainmise des plan-

teurs est telle que leurs domaines de thé sont devenus de petits royaumes où une ambiance quasi dictatoriale prédomine».

La grève a permis de mettre en évidence la violation permanente par les sociétés du *Plantation Labour Act* (législation du travail dans les plantations) de 1951 qui porte sur les conditions de travail comme sur l'hygiène, la santé, la sécurité, la nourriture et le logement de ces prolétaires, et de mettre à jour les disparités salariales qui, souvent, ne permettent même pas d'obtenir le minimum vital, cela parfois avec la bénédiction des bonzes syndicaux qui défendent non pas les intérêts des travailleurs mais ceux des patrons. Par exemple les ouvriers de l'INTUC dans l'Assam ont un salaire moyen journalier de 31,60 Roupies, contre un salaire de 32,60 Roupies au Bengale Occidental et 61 Roupies dans le Kerala (la Roupie vaut environ 0,1 FF).

Finalement, la grève s'est arrêtée après 11 jours de lutte, sur la promesse de 10.000 embauches et le réexamen du dossier portant sur la création d'hôpitaux... le 30 novembre. L'arrêt d'une partie de la production d'une des principales ressources de l'Inde (premier producteur mondial de thé) avait bien évidemment amené l'intervention de tout un tas d'arbitres et autres médiateurs «indépendants» allant même jusqu'au ministre ayant la fonction de Chef d'Etat du Bengale Occidental pour désamorcer ce conflit et remettre les ouvriers au travail.

Si le résultat est loin d'être une victoire même partielle comme l'ont proclamé certains journaux soi-disant marxistes mais staliniens véritables et si ces prolétaires ont subi une perte de 11 jours d'un salaire de

«crève-la-faim», la grève n'en a pas moins apporté des points positifs et suscite des espoirs. En effet, la cessation du travail de 350.000 ouvriers agricoles en même temps et pendant plusieurs jours contre plusieurs employeurs dans un secteur économique primordial où les conditions de lutte sont particulièrement difficiles, a démontré que la lutte des classes n'est pas morte; même dans des pays comme l'Inde où la bourgeoisie entretient sa domination non seulement par son chauvinisme et la répression mais aussi grâce aux diverses religions, castes, sectes, croyances et à la division administrative et politique du pays, la classe ouvrière peut s'unir, s'organiser et entrer en lutte pour des revendications immédiates (qui paraissent parfois dérisoires mais qui ne le sont pas en réalité) malgré tous les préjugés et toutes les difficultés qui se dressent sans doute encore sur la voie, cette grève est malgré tout un signe encourageant pour l'avenir des luttes ouvrières dans cet immense pays.

(1) Tata est une très puissante famille de capitalistes qui a commencé dans l'industrie cotonnière à la fin du siècle dernier. Elle est aujourd'hui à la tête d'une centaine d'entreprises regroupant plus de 250.000 employés. Le groupe Tata est présent dans les industries chimiques, électriques et mécaniques (Tata Engineering and Locomotives - camions et bus est la 2ème plus grande société privée de l'Inde), l'hôtellerie, la sidérurgie (Tata Iron & Steel est la plus grande société sidérurgique indienne), etc.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse
Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, Ch. de la
Roche 3, 1020 Renens

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110
Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**